que faire?

revue communiste

« **Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition.** *Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée.* »

(**LÉNINE**, *décembre 1906.*)

- Sommaire -

ÉDITORIAL : Pas de ruses avec la Lutte de Classe.

PROBLÈMES ACTUELS : P. Lenoir. — Après le suicide de Salengro.
André Ferrat. — Politique bourgeoise ou politique prolétarienne.
R. Brizon. — « Dans l'ordre et la paix sociale ?... »
Un Délégué au C. N. Socialiste. — Les ministres socialistes et le pouvoir.
Paul Chevalier. — Le prolétariat et le pouvoir en Espagne.

LA VIE DU PARTI.

NOTES : A. F. — Le Congrès de Bruxelles.
R. Biron. — Les techniciens pour l'action.

REVUE DE LA PRESSE.

PRIX 1 fr.

2e année N° 24 Décembre 1936

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an..... 10 fr. | Six mois..... 5 fr.
Étranger : — ..... 18 fr. | — ..... 10 fr.
Abonnement de soutien..... 20 fr.

MANDAT : LUCOT, C. C. 192.025 PARIS

CORRESPONDANCE :
Que faire ? — 15, rue du Petit-Pont, 15 — PARIS (5e)

NOS BUTS

1° QUE FAIRE ? fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire;

2° QUE FAIRE ? se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial;

3° QUE FAIRE ? née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre un simulacre de discipline, qui, loin d'assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, a pour but d'empêcher les camarades, fidèles au communisme, de défendre la politique marxiste dans le Parti;

4° QUE FAIRE ? appelle tous les communistes, membres ou non du P. C., tous les révolutionnaires prolétariens, à se grouper autour de cette revue, afin de lutter, au sein de leurs organisations, pour la reconstruction du véritable parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine;

5° QUE FAIRE ? demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de QUE FAIRE ? de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

La *Revue* n'a d'autres ressources que celles provenant des cotisations volontaires de ses partisans. Elle adresse un pressant appel à tous ses amis pour qu'ils participent, d'une manière régulière, à sa souscription permanente.

Notre Journal est né !

Le 11 décembre, paraîtra le premier numéro du *Drapeau Rouge*, journal communiste révolutionnaire, édité par les camarades se groupant autour de notre revue.

Pour le moment, notre journal paraîtra tous les quatorze jours, le vendredi. Nous avons adopté cette décision après un examen attentif des lettres et suggestions reçues de nos amis et lecteurs. Dans l'état actuel de nos forces, il serait prématuré de lancer un hebdomadaire qui risquerait de rejoindre, après une existence brève, tant d'autres hebdomadaires révolutionnaires créés sans une base suffisante. Nous préférons commencer d'une façon plus modeste, gagner un nombre plus important de lecteurs et de diffuseurs, et trouver avec eux la formule du journal qui correspondra le mieux aux aspirations des ouvriers révolutionnaires de ce pays. C'est au cours de ce travail que nous transformerons notre bi-mensuel en hebdomadaire.

Nous demandons à tous nos lecteurs, à tous nos amis de nous aider dans cette tâche. Nous faisons appel à leur collaboration sous une triple forme : collaboration proprement dite au journal et à la revue qui pour le moment continuera à paraître à 32 pages au même prix; diffusion du journal et de la revue, surtout recrutement de nouveaux abonnés; enfin, nous demandons à tous nos amis de nous faire parvenir leurs critiques et suggestions en vue d'amélioration de nos publications.

Pour le moment, notre journal ne pourra couvrir ses frais par les seules recettes provenant de la vente et des abonnements. Le seul moyen de couvrir le déficit, ce sont les souscriptions de nos partisans et amis qui nous ont permis de fonder et de maintenir la revue. Nous sommes sûrs que ce soutien ne nous fera pas défaut également pour le *Drapeau Rouge*.

Ainsi grâce à la collaboration de tous nos partisans et amis nous pourrons très prochainement leur présenter le *Drapeau Rouge* hebdomadaire.

QUE FAIRE ?

ÉDITORIAL

CONTRE LA NOUVELLE SAINTE-ALLIANCE

Pas de ruses avec la Lutte de Classes

La défense héroïque de Madrid par les miliciens ouvre une nouvelle phase dans la lutte internationale entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution fasciste. Les dictatures fascistes — l'Allemagne et l'Italie — donnent à la reconnaissance du gouvernement de Franco le sens de déclaration de guerre au communisme international, à la démocratie prolétarienne de tous les pays. C'est le sens du discours violent au Comité de non-intervention à Londres de l'ambassadeur italien, Grandi, qui a dit ouvertement que le fascisme italien mène sur le sol d'Espagne une lutte à vie et à mort contre l'U. R. S. S. et le communisme international. La constitution d'un bloc fasciste englobant l'Allemagne, l'Italie, le Japon et leurs vassaux autrichien et hongrois, c'est-à-dire d'une véritable Sainte-Alliance anticommuniste de la contre-révolution est aujourd'hui un fait établi.

Nous laisserons à d'autres le soin d'expliquer qu'il ne s'agit pas ici de lutte entre le fascisme et le communisme, mais entre le facisme et la démocratie. Dans la réalité, il n'y a aucune opposition entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le communisme. On ne peut aujourd'hui défendre la démocratie sans une lutte conséquente et résolue contre les puissances capitalistes, c'est-à-dire sans une lutte pour le socialisme. Le prolétariat espagnol se trouve déjà bien avancé dans cette voie. Vouloir l'ignorer, cela ne peut aboutir qu'aux échecs retentissants et aux défaites cruelles.

On ne peut ruser avec la lutte de classes. La politique extérieure de l'Union Soviétique, depuis son entrée dans la S. D. N., était basée sur une équivoque: au lieu de se baser sur la division de la société en classes on a divisé les peuples en partisans et adversaires de la paix. Les dirigeants soviétiques ont pensé pouvoir défendre l'indépendance nationale de l'U. R. S. S. contre l'Allemagne hitlérienne en multipliant des concessions aux bourgeoisies occidentales et même à un des pays fascistes, à l'Italie. Au mois de mars 1936, c'était Litvinov qui proposait à Londres d'abandonner

les sanctions et de livrer l'Abyssinie à Mussolini en espérant enrôler ainsi l'Italie dans le front antihitlérien.

La guerre civile en Espagne a renversé ces châteaux de cartes, elle a balayé impitoyablement « les interviews historiques » de Staline. Contre le prolétariat espagnol Hitler a réussi à s'entendre avec Mussolini, il a conquis le soutien en fait des bourgeoisies démocratiques des autres pays. La nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire est une coalition hétérogène minée par des antagonismes intérieurs. Mais elle est une réalité qui a permis à Hitler de briser le front commun antihitlérien que l'U. R. S. S. voulait acheter par l'abandon du principe de la lutte de classes et pour l'adoption des principes de la politique extérieure de Poincaré.

***

L'Union Soviétique qui, pendant presque trois mois — jusqu'au 12 octobre — a participé à la politique criminelle de neutralité, qui a proclamé le 23 août l'embargo total sur l'exportation des armes à destination d'Espagne, a été obligée de se ressaisir et de venir au secours du prolétariat espagnol. Certes, la diplomatie soviétique espère encore trouver un nouveau compromis avec les bourgeoisies démocratiques d'Angleterre et de France, mais l'essentiel n'est pas là. Mais l'échec de la politique extérieure de Litvinov, politique de « lutte » contre le fascisme par la collaboration des puissances impérialistes et des peuples opprimés, des bourgeois et des prolétaires sur la base du programme de l'impérialisme français, est patent.

Staline, comme il le déclara lui-même dans son interview à Roy Howard, ne poursuit qu'un seul but: garantir l'indépendance nationale de l'U. R. S. S., empêcher sa colonisation par l'Allemagne et le Japon. Or, la lutte de classes en Europe, cette lutte qui fait de Hitler le pôle d'attraction de toute la bourgeoisie internationale, pousse l'U. R. S. S. et le Mexique du côté du prolétariat espagnol, comme elle a déjà poussé en Espagne les républicains petits-bourgeois à la Azana, Giral du côté de la révolution.

La même pression de la lutte de classes provoque la crise de la politique extérieure du Front populaire français. Ses chefs petits-bourgeois voulaient, tout comme Staline et Litvinov, ignorer la lutte de classes et « les croisades idéologiques » condamnées unanimement par Delbos, Blum et le Parti communiste, et tous au printemps dernier, espéraient acheter l'alliance de l'Italie contre Hitler en abandonnant les sanctions. Les premiers jours après le coup de Franco, le P. C. F. s'était prononcé, lui aussi, pour une politique de non-intervention, il vota le 31 juillet la confiance à Delbos. Aujourd'hui sous la pression prolétarienne, le P. C. F. forme des brigades de volontaires pour se rendre sur le front de Madrid, au risque même d'effrayer les amis radicaux. En accord

avec l'U. R. S. S., il exige la levée du blocus et l'envoi des armes à l'Espagne révolutionnaire.

Mais les résistances contre une politique d'aide à la révolution espagnole sont autrement puissantes en France, en Angleterre, en Belgique que dans l'Union Soviétique. C'est que la classification litvinovienne des peuples en peuples pacifistes et peuples agressifs, ne vaut pas cher. Les bourgeoisies de France et d'Angleterre ne craignent rien autant que la victoire de la révolution prolétarienne espagnole. Elles sont infiniment plus proches de leurs concurrents fascistes, allemands ou italiens, qui menacent quelques-unes de leurs positions, mais qui ne présentent pas de danger pour les bases *de leur domination. Et de même que les sympathies des ouvriers de tous les pays et de toutes les tendances vont à la révolution espagnole, les sympathies capitalistes vont vers Franco. Quelles que soient les intentions de Blum, espérant par sa politique « piquer l'honneur » des fascistes, objectivement la politique de non-intervention, adoptée sous la pression de la bourgeoisie, constitue une aide au facisme international. Le prolétariat espagnol sent bien cette vérité. Louis Fischer, un des plus grands journalistes internationaux, qui a pris fait et cause pour la révolution espagnole, constate, dans un article écrit au début de novembre que* l'homme le plus haï dans l'Espagne républicaine n'est pas aujourd'hui le fasciste Franco, mais Léon Blum. (Die Neue Weltbuhne, *n° 46 — 12 novembre, page* 1441.)

***

Les ouvriers doivent soutenir *chaque lutte concrète de l'U. R. S. S. et du Parti communiste contre la politique de non-intervention. Mais soutenir cela ne signifie pas applaudir à tout ce que font l'U. R. S. S. et le P. C. F. Car le chemin adopté par eux pour briser le blocus est parsemé d'illusions pernicieuses et de tergiversations. Il ne suffit pas de multiplier les lettres à la C. A. P. du Parti socialiste où les invectives contre les ambassadeurs fascistes à Londres. Les ouvriers révolutionnaires saluent toute aide réelle — matérielle et morale — apportée à la révolution espagnole, mais il ne faut pas oublier que l'*essentiel *c'est l'action des masses ouvrières elles-mêmes qui seule peut obliger les gouvernements de la démocratie bourgeoise à abandonner la politique du blocus. Elle seule peut empêcher le ravitaillement des fascistes. Or, les dirigeants du P. C. F. continuent à accorder leur confiance au gouvernement du blocus contre l'Espagne, ils continuent à mettre leurs espoirs dans la bonne volonté et l'intelligence des ministres qui se convaincront à la longue que le fascisme est barbare et la neutralité une duperie. De même, les dirigeants soviétiques continuent à collaborer au Comité de non-intervention et refusent de lever officiellement l'embargo sur les armes. Ces inconséquences reflètent la pression*

que, aussi bien l' U. R. S. S. que le P. C. F., continuent à subir de la part de la bourgeoisie internationale.

Elles contribuent à entretenir les illusions dans les masses selon lesquelles l'on pourrait en finir en dehors de la lutte de classes avec la politique de blocus.

Pour obliger le gouvernement du Front populaire à lever le blocus, il n'y a d'autre chemin que des actions prolétariennes allant jusqu'à la grève générale. *Le sort de la révolution espagnole dépend dans une grande mesure de l'action prolétarienne internationale. Malgré les efforts de Léon Blum soutenu par Marceau Pivert, les ouvriers socialistes qui accompagnent de leurs vœux la colonne prolétarienne internationale, veulent, de même que leurs frères communistes, que les volontaires aient autre chose à opposer aux fascistes armés par la bourgeoisie allemande, italienne, française (voir les révélations de* l'Humanité*) que leurs poitrines. Si le front uni ouvrier se réalise sur cette question vitale — levée du blocus — la première manche sera gagnée dans la lutte du prolétariat international contre la Sainte-Alliance fasciste.*

QUE FAIRE ?

PERMANENCE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE
"QUE FAIRE ?"

A partir du 1er décembre 1936 *notre permanence fonctionnera* 4 *fois par semaine à notre siège,* 15, rue du Petit-Pont (5e) *: le MARDI de* 18 *heures à* 20 *heures ; le JEUDI de* 16 *heures à* 20 *heures ; le SAMEDI de* 15 *heures à* 20 *heures ; DIMANCHE matin de* 10 *heures à* 12 *heures.*

Pour tous renseignements, inscription à notre Cercle d'études, prière de s'y adresser.

Tous les responsables de groupes ou tout camarade qui aura besoin de matériel de propagande n'auront qu'à passer à la permanence.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOVEMBRE 1936

Cercle n° 1, 125 fr. ; Cercle n° 2, 105 fr. ; Cercle n° 3, 325 fr. ; Cercle n° 4, 80 fr. ; J. Roche, 30 fr. ; Pascal, 25 fr. ; Dorval, 25 fr. ; Sem, 10 fr. ; Capron, 5 fr. — **Total : 730 fr.**

Total à partir du 1er Janvier : **8.496 francs.**

LIVRES REÇUS :

L. TROTSKY. — *La Révolution trahie* (Editions Grasset) ;

G. IZARD. — *Où va le Communisme* (Editions Grasset) ;

Livre rouge, documents recueillis et rédigés par L. SÉDOV (15, passage Dubail, Paris-10e).

APRÈS LE DISCOURS DE THOREZ DU 30 OCTOBRE 1936

POLITIQUE BOURGEOISE
OU
POLITIQUE PROLÉTARIENNE ?

Toute l'agitation et toute la propagande menées actuellement par le Parti communiste ne font que reproduire et paraphraser l'argumentation générale du discours prononcé par Thorez, salle de la Mutualité, le 30 octobre dernier.

Cette argumentation peut se résumer en ceci : la contre-offensive de la réaction — dit Thorez citant Zyromski — est le résultat des défaillances, des reculs et des capitulations du gouvernement devant le fascisme de l'intérieur et de l'extérieur. D'après Thorez, le gouvernement de Front Populaire qui devait assurer le pain, la liberté, la paix, présente après cinq mois de travail le bilan suivant :

1° La réaction reprend d'une main ce que l'action de la classe ouvrière l'avait obligée à consentir de l'autre;

2° Le fascisme est plus dangereux que jamais, les ligues dissoutes seulement sur le papier s'arment jusqu'aux dents, provoquent et assomment les travailleurs. Le fascisme se développe particulièrement dans les cadres de l'armée;

3° La politique extérieure du gouvernement n'est que la continuation de la politique de Laval. Elle capitule devant le fascisme et étrangle la révolution espagnole.

C'est-à-dire que dans tous les domaines la politique du gouvernement de Front Populaire aboutit à la négation de son propre programme.

Ainsi, au bout de cinq mois, la direction du P. C. F. est obligée de constater que le bilan de Front Populaire n'est pas satisfaisant.

« Eh bien! mieux vaut tard que jamais, diront de bonnes âmes. La direction du Parti communiste fait un nouveau tournant, espérons que celui-ci sera le bon et tout ira pour le mieux. »

Il n'en est rien, et pour s'en convaincre il n'est besoin que de répondre à ces questions : comment la direction du Parti communiste explique-t-elle que le bilan de cinq mois du gouvernement Blum se solde négativement et non autrement ? Quelles conclusions politiques en tire-t-elle et quelles sont celles qu'il conviendrait d'en tirer ?

POURQUOI UN TEL BILAN ?

On cherchera en vain une réponse à cette question dans le discours de Thorez. Ca ne va pas, parce que le gouvernement Blum a capitulé devant la réaction. Sans doute, mais ceci ne fait que reculer la question d'un cran : pourquoi le gouvernement Blum a-t-il capitulé ?

La question doit se poser sur le plan des forces sociales réelles et non pas sur le plan de l'attitude de tel ou tel ministre. Le gouvernement du Front populaire ne plane pas dans le ciel bleu, indépendamment des forces de classe. Il est le produit d'une combinaison sociale et politique bien connue :

le bloc de la classe ouvrière avec une partie de la bourgeoisie, sur la base du programme radical. Ses actes et ses résultats sont déterminés par la politique menée jusqu'à présent par le Cartel des Gauches élargi : communiste-socialiste-radical, sous l'hégémonie du Parti radical.

Si Thorez avait pu faire un bilan politique honnête, voici à peu près ce qu'il aurait dû dire : « Chers camarades, depuis cinq mois nous pratiquons la politique de soutien loyal et sans éclipse du gouvernement. Depuis cinq mois, fidèles à cette politique nous avons freiné l'action des masses ou même nous nous y sommes opposés directement afin de ne pas mettre le gouvernement en danger. Le résultat de cette politique est de plus en plus opposé aux intérêts du prolétariat. C'est un renforcement du fascisme, l'étranglement de la révolution espagnole, l'accroissement du danger de guerre. Cela prouve surabondamment qu'il faut changer cette politique ».

Mais la direction du P. C. et de l'I. C. raisonne tout autrement. Selon ce raisonnement, toutes les fautes, capitulations, reniements, crimes, commis par le gouvernement de Front populaire sont dus au pur hasard, ou au manque de fermeté de tel ou tel homme. La politique du Parti n'y est pour rien. Au contraire, cette politique est juste, admirable et d'une pureté immaculée. En un mot, la tactique est excellente et les résultats sont désastreux.

Cette tactique ne pouvait en réalité aboutir à d'autres résultats que des résultats désastreux soulignés par Thorez lui-même, parce qu'elle n'est pas autre chose que la tactique de collaboration de classe ou de coalition pratiquée à maintes reprises par les partis ouvriers réformistes, aboutissant en pratique à la faillite politique.

Les pseudo-théoriciens du P. C. et de l'I. C. se sont évertués depuis près de trois ans à affirmer que cette tactique n'était pas identique à la politique de coalition de la vieille social-démocratie et à la collaboration de classe, avec des arguments aussi décisifs que ceux-ci : ce n'est pas la même chose, car il y a maintenant un élément nouveau : le danger du fascisme. Comme si le danger fasciste n'était pas précisément invoqué lors de la politique de coalition par la social-démocratie allemande!

On disait aussi : ce n'est pas la même chose, parce que le P. C., qui était jusque là en dehors de la coalition, en fait maintenant partie intégrante. Comme si le fait d'enchaîner tout le prolétariat organisé politiquement, et non pas seulement sa partie social-démocrate, ne rendait pas au contraire cette politique encore bien plus dangereuse!

Mais pourquoi évoquer seulement le précédent désastreux de la politique de la social-démocratie allemande lorsque l'on voit qu'en Espagne, le seul pays en dehors de la France où cette politique nouvelle a été appliquée, a fait le lit du fascisme en couvant littéralement l'insurrection du 18 juillet des Franco et des Mola.

A l'argument « danger fasciste », Thorez en ajoute un autre : le Front populaire, s'écria-t-il à la Mutualité, n'est pas une simple coalition parlementaire, c'est aussi l'action des masses. Mais le congrès de Biarritz ne vient-il pas d'affirmer avec une clarté aveuglante qu'il ne laissera vivre le gouvernement du Front populaire que dans la mesure où celui-ci empêchera les actions de masse, les grèves, les occupations d'usines, etc... ? Que le Front populaire sera rompu par lui aussitôt que les organisations ouvrières laisseront se développer l'action de masse ? Comment, dans ces conditions, peut-on concilier le soutien du gouvernement dominé en fait par les radicaux avec le développement des actions de masse, partie intégrante, paraît-il, de la politique communiste du Front populaire ?

Le seul aspect positif de la dernière période, ce sont les conquêtes de juin qui, précisément, sont dues à l'action autonome du prolétariat et non à la politique des dirigeants du Front populaire. Or, la politique du Parti communiste s'est, jusqu'à présent, opposée à l'action extra-parlementaire des masses sous le prétexte que de telles actions mettraient le gouvernement

APRÈS LE DISCOURS DE THOREZ DU 30 OCTOBRE 1936

POLITIQUE BOURGEOISE
OU
POLITIQUE PROLÉTARIENNE ?

Toute l'agitation et toute la propagande menées actuellement par le Parti communiste ne font que reproduire et paraphraser l'argumentation générale du discours prononcé par Thorez, salle de la Mutualité, le 30 octobre dernier.

Cette argumentation peut se résumer en ceci : la contre-offensive de la réaction — dit Thorez citant Zyromski — est le résultat des défaillances, des reculs et des capitulations du gouvernement devant le fascisme de l'intérieur et de l'extérieur. D'après Thorez, le gouvernement de Front Populaire qui devait assurer le pain, la liberté, la paix, présente après cinq mois de travail le bilan suivant :

1° La réaction reprend d'une main ce que l'action de la classe ouvrière l'avait obligée à consentir de l'autre;

2° Le fascisme est plus dangereux que jamais, les ligues dissoutes seulement sur le papier s'arment jusqu'aux dents, provoquent et assomment les travailleurs. Le fascisme se développe particulièrement dans les cadres de l'armée;

3° La politique extérieure du gouvernement n'est que la continuation de la politique de Laval. Elle capitule devant le fascisme et étrangle la révolution espagnole.

C'est-à-dire que dans tous les domaines la politique du gouvernement de Front Populaire aboutit à la négation de son propre programme.

Ainsi, au bout de cinq mois, la direction du P. C. F. est obligée de constater que le bilan de Front Populaire n'est pas satisfaisant.

« Eh bien ! mieux vaut tard que jamais, diront de bonnes âmes. La direction du Parti communiste fait un nouveau tournant, espérons que celui-ci sera le bon et tout ira pour le mieux. »

Il n'en est rien, et pour s'en convaincre il n'est besoin que de répondre à ces questions : comment la direction du Parti communiste explique-t-elle que le bilan de cinq mois du gouvernement Blum se solde négativement et non autrement ? Quelles conclusions politiques en tire-t-elle et quelles sont celles qu'il conviendrait d'en tirer ?

POURQUOI UN TEL BILAN ?

On cherchera en vain une réponse à cette question dans le discours de Thorez. Ca ne va pas, parce que le gouvernement Blum a capitulé devant la réaction. Sans doute, mais ceci ne fait que reculer la question d'un cran : pourquoi le gouvernement Blum a-t-il capitulé ?

La question doit se poser sur le plan des forces sociales réelles et non pas sur le plan de l'attitude de tel ou tel ministre. Le gouvernement du Front populaire ne plane pas dans le ciel bleu, indépendamment des forces de classe. Il est le produit d'une combinaison sociale et politique bien connue :

le bloc de la classe ouvrière avec une partie de la bourgeoisie, sur la base du programme radical. Ses actes et ses résultats sont déterminés par la politique menée jusqu'à présent par le Cartel des Gauches élargi : communiste-socialiste-radical, sous l'hégémonie du Parti radical.

Si Thorez avait pu faire un bilan politique honnête, voici à peu près ce qu'il aurait dû dire : « Chers camarades, depuis cinq mois nous pratiquons la politique de soutien loyal et sans éclipse du gouvernement. Depuis cinq mois, fidèles à cette politique nous avons freiné l'action des masses ou même nous nous y sommes opposés directement afin de ne pas mettre le gouvernement en danger. Le résultat de cette politique est de plus en plus opposé aux intérêts du prolétariat. C'est un renforcement du fascisme, l'étranglement de la révolution espagnole, l'accroissement du danger de guerre. Cela prouve surabondamment qu'il faut changer cette politique ».

Mais la direction du P. C. et de l'I. C. raisonne tout autrement. Selon ce raisonnement, toutes les fautes, capitulations, reniements, crimes, commis par le gouvernement de Front populaire sont dus au pur hasard, ou au manque de fermeté de tel ou tel homme. La politique du Parti n'y est pour rien. Au contraire, cette politique est juste, admirable et d'une pureté immaculée. En un mot, la tactique est excellente et les résultats sont désastreux.

Cette tactique ne pouvait en réalité aboutir à d'autres résultats que des résultats désastreux soulignés par Thorez lui-même, parce qu'elle n'est pas autre chose que la tactique de collaboration de classe ou de coalition pratiquée à maintes reprises par les partis ouvriers réformistes, aboutissant en pratique à la faillite politique.

Les pseudo-théoriciens du P. C. et de l'I. C. se sont évertués depuis près de trois ans à affirmer que cette tactique n'était pas identique à la politique de coalition de la vieille social-démocratie et à la collaboration de classe, avec des arguments aussi décisifs que ceux-ci : ce n'est pas la même chose, car il y a maintenant un élément nouveau : le danger du fascisme. Comme si le danger fasciste n'était pas précisément invoqué lors de la politique de coalition par la social-démocratie allemande !

On disait aussi : ce n'est pas la même chose, parce que le P. C., qui était jusque là en dehors de la coalition, en fait maintenant partie intégrante. Comme si le fait d'enchaîner tout le prolétariat organisé politiquement, et non pas seulement sa partie social-démocrate, ne rendait pas au contraire cette politique encore bien plus dangereuse !

Mais pourquoi évoquer seulement le précédent désastreux de la politique de la social-démocratie allemande lorsque l'on voit qu'en Espagne, le seul pays en dehors de la France où cette politique nouvelle a été appliquée, a fait le lit du fascisme en couvant littéralement l'insurrection du 18 juillet des Franco et des Mola.

A l'argument « danger fasciste », Thorez en ajoute un autre : le Front populaire, s'écria-t-il à la Mutualité, n'est pas une simple coalition parlementaire, c'est aussi l'action des masses. Mais le congrès de Biarritz ne vient-il pas d'affirmer avec une clarté aveuglante qu'il ne laissera vivre le gouvernement du Front populaire que dans la mesure où celui-ci empêchera les actions de masse, les grèves, les occupations d'usines, etc... ? Que le Front populaire sera rompu par lui aussitôt que les organisations ouvrières laisseront se développer l'action de masse ? Comment, dans ces conditions, peut-on concilier le soutien du gouvernement dominé en fait par les radicaux avec le développement des actions de masse, partie intégrante, paraît-il, de la politique communiste du Front populaire ?

Le seul aspect positif de la dernière période, ce sont les conquêtes de juin qui, précisément, sont dues à l'action autonome du prolétariat et non à la politique des dirigeants du Front populaire. Or, la politique du Parti communiste s'est, jusqu'à présent, opposée à l'action extra-parlementaire des masses sous le prétexte que de telles actions mettraient le gouvernement

en danger ou amèneraient la rupture avec le Parti radical. C'est parce que cette politique s'opposait à l'action de masse que le bilan de cinq mois du gouvernement du Front populaire est contraire aux intérêts du prolétariat et il en sera ainsi tant que cette politique du P. C. réussira à freiner la lutte de classe autonome du prolétariat.

INCONSÉQUENCES ET CONTRADICTIONS

Au lieu de déclarer fausse cette politique de soutien sans éclipse du gouvernement et de frein du mouvement ouvrier, qui place le Front populaire sous l'hégémonie radicale, la direction du P. C. conclut au contraire qu'il faut la poursuivre plus que jamais. C'est pourquoi Léon Blum ne s'est pas ému outre mesure en entendant Thorez sommer le gouvernement de ne plus reculer devant les forces de fascisme et de guerre. Il s'est borné à déclarer : « qu'il espérait que le Parti communiste continuera à accorder son soutien loyal au gouvernement ».

Cela signifie que le gouvernement continuera tranquillement, comme auparavant, sa politique de capitulation aussi longtemps que le P. C. F. se limitera à des critiques tout en soutenant le gouvernement.

La direction de l'I. C. et du P. C. se refusant à la seule conclusion logique qui découle du bilan établi par elle-même, ne fait que se rendre plus ouvertement complice des nouvelles et inévitables mesures antiouvrières et antipopulaires du gouvernement de Front populaire.

L'action réelle du Parti communiste après le discours de Thorez montre bien l'inconséquence et l'inefficacité de la « nouvelle politique » annoncée par le discours de la Mutualité. Voyons quelques aspects de cette « action ». La direction du Parti somme le gouvernement Blum de « faire payer les riches » et elle dépsoe une proposition de loi à cet effet. Mais en même temps elle continue à prêcher le calme à la classe ouvrière, à déconseiller les grèves et les occupations d'usines, à prôner l'arbitrage obligatoire. Elle se refuse à toute propagande en faveur du contrôle ouvrier, en faveur de la nationalisation des banques et monopoles de fait. Elle empêche donc que soient mis en action les moyens qui seuls peuvent faire aboutir sa proposition de loi.

La direction du Parti somme le gouvernement Blum de finir avec la politique de neutralité envers l'Espagne révolutionnaire. La Délégation des Gauches ayant repoussé sa motion, la direction du parti en saisit-elle les masses ? Essaye-t-elle de les mobiliser en vue d'actions concrètes tendant à briser la politique de neutralité ? Pas le moins du monde !

La direction du Parti propose à la Commission de l'Armée le service militaire d'un an et la transformation de l'armée permanente en un système de milices liées au peuple. Sa proposition est repoussée, et aussitôt, devant Daladier qui se fâche, la direction du Parti recule, abandonne toute la position de principe qu'elle avait esquissée. Les champions de « l'armée liée aux organisations syndicales » en arrivent à demander qu'on interdise « toute politique » dans l'armée, se réfugient bravement dans l'abstention et le lendemain appellent les ouvriers à venir acclamer l'armée impérialiste défilant devant l'Arc de Triomphe !

Ainsi, non seulement la direction du P. C. se refuse à soutenir de justes propositions par l'action de masse, seul moyen de les faire aboutir, mais encore, à peine a-t-elle formulé ces propositions qu'elle les dément aussitôt par une attitude contraire. Telle est l'essence du nouveau « tournant » annoncé par Thorez avec son discours de la Mutualité.

POUR UNE POLITIQUE PROLÉTARIENNE

Il ne s'agit pas ici de savoir si cette contradiction de tous les instants de la direction du P. C. est le fait de velléitaires impuissants mais de bonne foi ou bien de démagogues sans conscience, ou bien encore de politiciens s'opposant consciemment au mouvement révolutionnaire. On pourrait faire

encore bien d'autres suppositions gratuites. Mais tout cela n'aurait aucun intérêt politique. Non, l'essentiel c'est de constater que les ouvriers communistes, eux, veulent sincèrement que les actes soient conformes aux paroles; eux, veulent sincèrement obliger le gouvernement Blum à en finir avec sa politique; ils veulent sincèrement « faire payer les riches », ils veulent sincèrement une politique d'aide effective à la révolution espagnole, ils veulent sincèrement la nation armée, armée de milices liées au peuple, se substituant à l'armée permanente. Et ils ont raison.

Dans ces conditions, le rôle du militant marxiste révolutionnaire ne consiste pas essentiellement à dresser une critique négative des velléités inconséquentes ou des attitudes démagogiques de la direction du P. C. Au contraire, son rôle consiste surtout à montrer de façon positive aux ouvriers communistes comment il convient d'agir pour qu'ils puissent eux-mêmes transformer en action réelle les attitudes inachevées de la direction du Parti communiste.

C'est seulement de cette façon qu'il se différenciera de ceux qui dissimulent, sous une critique « anti-staliniste » leur crainte ou leur haine de l'action révolutionnaire prolétarienne et leurs propres conceptions petites-bourgeoises.

Seule l'action extra-parlementaire de masse des ouvriers communistes peut faire éclater la contradiction absurde qui consiste à critiquer le gouvernement Blum tout en continuant à pratiquer à son égard une politique de soutien sans éclipse. Les marxistes révolutionnaires doivent s'emparer de celles des critiques justes que la direction du P. C. est obligée d'adresser au gouvernement du Front populaire, en faire autant d'objectifs pour une action réelle des masses, travailler à développer cette action en dépit des inconséquences et des contradictions de la politique du P. C. et à la pousser au delà des limites étroites que les dirigeants du P. C. s'efforceront aussitôt et inévitablement de lui assigner.

Lorsque la direction du P. C. dit : « Faites payer les riches », il faut montrer aux travailleurs que ce mot d'ordre ne peut avoir pour eux qu'une seule signification : poursuivre sans égard à la politique bourgeoise du Parti radical leur lutte gréviste, les occupations d'usines, coordonner cette lutte par leurs délégués et leurs organisations syndicales de base et la pousser dans le sens du contrôle ouvrier sur la production.

Lorsque la direction du P. C. dit : « A bas la politique de neutralité envers l'Espagne », il faut traduire ce mot d'ordre par la préparation concrète de manifestations, d'actions de masse, de grèves dirigées dans le sens de la grève générale, afin de faire pression sur le gouvernement et l'obliger à changer sa politique.

De même, enfin, lorsque la direction du P. C. dit : « Service d'un an, nation armée », les ouvriers révolutionnaires doivent proposer à la base l'organisation d'actions spécifiques dans ce but, et la propagande concrète dans les masses et auprès des intéressés pour l'armée de milices, pour l'élection des officiers par le peuple, la liaison étroite des soldats avec les organisations ouvrières, etc.".

Et si, à ce moment, la direction du P. C. freine ou sabote de telles actions de masse alors qu'il s'agit du développement de ses propres mots d'ordre, les ouvriers qui sont encore sous son influence auront alors le maximum de possibilités de la juger, et de la juger sévèrement, du point de vue de leur propre expérience.

Les dirigeants du P. C. pourront prétendre que de telles actions signifieraient la rupture du Front populaire, de l'alliance avec les classes moyennes. En vérité, ce serait la *rupture avec la dictature de la bourgeoisie radicale* dans le Front populaire et ce serait la seule façon, pour le prolétariat, de se trouver des alliés réels dans les couches moyennes.

Notre mot d'ordre ne doit pas être : « A bas le gouvernement Blum », mais l'essentiel est que l'action des masses déplace le centre de gravité du

Front populaire et aboutisse à ce que le rôle dirigeant qui y est actuellement détenu par les chefs radicaux passe au prolétariat. Le problème du gouvernement est subordonné à ce déplacement des forces sociales. L'exemple du grand mouvement d'occupation des usines en juin, et — plus encore — l'exemple de la révolution espagnole montrent que l'action de la classe ouvrière doit se développer sans se laisser intimider par des menaces de crise des gouvernements petits-bourgeois par suite, par exemple, d'une défection des ministres radicaux. Ils montrent au contraire que seulement sous la pression impétueuse extra-parlementaire des masses, des crises gouvernementales peuvent se produire dans un sens progressif et non dans un sens réactionnaire.

Quand, actuellement, les propagandistes du Parti communiste viennent dire aux ouvriers : « Attention, ne luttez pas afin de ne pas rompre l'alliance avec la paysannerie », il faut tout simplement leur répondre que cette alliance ne joue pas actuellement dans le sens des intérêts du prolétariat et des masses laborieuses de la paysannerie. Au contraire, une telle alliance est précisément rendue impossible par la politique de soutien sans éclipse du gouvernement et de capitulation devant le chantage des dirigeants du Parti radical. Cette politique permet, précisément, à la bourgeoisie radicale de renforcer son emprise sur les paysans travailleurs au détriment de l'influence du prolétariat. Seul l'exemple de la lutte de classe énergique peut pousser les couches inférieures de la petite bourgeoisie à entrer elles aussi en lutte de classe contre le grand capital. Et c'est seulement dans ces conditions que le prolétariat trouvera, parmi ces couches laborieuses petites-bourgeoises en lutte, ses alliés naturels pour son action révolutionnaire.

André Ferrat.

"DANS L'ORDRE ET LA PAIX SOCIALE ?..."

Si le monde voulait se plier aux vœux pieux de Blum, de Frachon, de Jouhaux, de Gitton, quelle idyllique image d'Epinal nous aurions maintenant de la vie !

En juin les ouvriers ont obtenu différents avantages — salaires, congés payés, 40 heures. Aussitôt les patrons, attentifs aux conseils de Frachon, s'appliquent à respecter loyalement les conventions. Les ouvriers, comblés et reconnaissants, cultivent la bonne entente avec leurs exploiteurs et « s'attachent au maintien et même à l'amélioration de la production » (Frachon, *Humanité* du 23 septembre). Blum n'a pas à subir l'attaque du Sénat « républicain » et des « amis » radicaux et à faire évacuer les usines par toutes les matraques appropriées. Jouhaux et Frachon n'ont pas à affronter l'impopularité qu'on encourt en conseillant aux ouvriers de ne pas bouger même quand les patrons sabotent les lois sociales. Vivent l'ordre, la confiance et la paix sociale ! Et en avant vers la « prospérité nationale et le redressement économique » pour lesquels « la C. G. T. assure Léon Blum de sa totale collaboration ». (Lettre au Président du Conseil en date du 31 octobre.)

Hélas ! — ou heureusement (suivant le point de vue) — « ce n'est qu'un rêve », un rêve de petit-bourgeois à qui la lutte fait peur, qui dans la lutte craint un « désordre » pénible et espère réduire les antagonismes inéluctables qui l'engendrent, en catéchisant les antagonistes en présence, en conseillant

aux ouvriers de « s'entendre » avec les patrons et aux patrons, de « comprendre » les revendications des ouvriers. Les rigueurs de la réalité dispersent brutalement ces rêves fumeux de concorde. Chaque jour nous en fournit la preuve.

LE ROLE DES DÉLÉGUÉS D'USINES

Les vastes grèves de juin ont valu aux ouvriers de substantiels avantages matériels. Mais le mouvement en s'amplifiant, en s'élevant, a posé à l'ordre du jour et imposé des revendications d'ordre social dont la signification politique échappait peut-être souvent aux grévistes eux-mêmes. La reconnaissance des conventions collectives, du droit syndical et des délégués d'usine implique *en principe* un bouleversement des rapports entre patrons et prolétariat. La substitution de la collectivité organisée (dans une usine, dans une région, dans une industrie) à l'ouvrier isolé face au patron ; l'établissement, pour la première fois en France, d'une institution qui organise une sorte d'auto-administration collective des ouvriers. C'est la conquête d'une place sociale plus large du prolétariat dans la société capitaliste. Et le fait qu'elle ait été arrachée dans un climat d'occupation simultanée de milliers d'usines lui confère toute sa signification.

Dès lors qui s'étonnera de voir le patronat s'attaquer avec une obstination farouche aux lois qui consacrent cet empiètement sur sa souveraineté, sur sa domination exclusive à l'usine. C'est même plus important pour lui que la question des salaires. Ainsi lors du conflit avec le patronat de combat, dans le textile du Nord, le point litigieux qui a le plus envenimé le conflit a été la délimitation des fonctions des délégués et leur mode d'élection. « Ils ne veulent pas de soviets dans leurs usines », disait sur les murs de Paris l'affiche des patrons du Nord. Sous une outrance de langage démocratique c'était une protestation à la fois apeurée et indignée contre cette sorte de *dualité de pouvoirs* que l'auto-administration organisée des ouvriers implique à l'usine.

Les réformes sociales de juin ne sont qu'un cadre, un moule. Leur rôle dans l'avenir dépendra de ce qu'on mettra dans ce cadre. Dans certains pays (notamment en Allemagne) les comités d'usine ont été transformés par la corruption et la pression capitaliste du patronat et de la bureaucratie syndicale en organismes de collaboration de classe. En France les chefs petits-bourgeois de la C. G. T. s'orientent dans cette voie. Au Comité Confédéral National de septembre Jouhaux, Dumoulin, Frachon, etc., rivalisaient de zèle sur la façon la meilleure de soustraire les délégués d'usine à l'influence des masses trop « impulsives » à leur gré et de bien styler les délégués. (Vous voulez « caporaliser » les masses, a répliqué timidement Semard, aussitôt rabroué par Jouhaux). Dans son cours fait à l' « école » syndicale des métallurgistes, Frachon a tracé une silhouette peu reluisante du « parfait délégué », bon ouvrier, sage, raisonnable, etc.

LA LUTTE NÉCESSAIRE POUR LE CONTROLE OUVRIER

Mais la situation, l'état d'esprit des ouvriers ne semblent pas se prêter au succès de cette œuvre de dressage. Les chefs syndicaux ressassent leur théorie suivant laquelle pour amortir l'offensive patronale, pour émousser son irritation, pour favoriser le redressement économique, il faut que la classe ouvrière marque le pas pendant quelque temps (« même si les patrons violent les lois sociales » dit Frachon). Et Léon Blum, à Lens, proclame que « c'est seulement dans l'ordre public, dans la paix et dans la concorde, qu'une nouvelle phase active de réformes peut utilement et normalement se préparer ».

La réalité inflige un démenti à ces illusions. A l'usine, les ouvriers constatent que « l'ordre et la paix » loin d'amortir l'attaque patronale et de frayer

le chemin aux conquêtes futures compromettent les anciennes, rendent caduques les lois de juin. L'expérience quotidienne leur enseigne que, comme sur les fronts d'Espagne, on ne consolide efficacement une conquête qu'en restant sur ses gardes, en poussant l'avantage plus loin.

Il serait certes exagéré de dire que *toute* la classe ouvrière fait consciemment cette expérience. Pour le moment c'est le cas seulement des ouvriers d'avant-garde, là où la lutte est la plus aiguë et *l'emprise débilitante des dirigeants syndicaux* est moins forte. De la poussée même des événements d'où surgit la nécessité de la défense active, surgit aussi à tâtons le mode, la voie de la défense.

Qu'il s'agisse de licenciements massifs, de réduction de salaires ou de diminution de la production, loin de plier devant l'offensive, la nécessité s'impose au contraire — sous menace de tout perdre — d'élargir les droits du personnel, des délégués d'usine, des organisations syndicales. La presse ouvrière fourmille de relations sur les enquêtes auxquelles les ouvriers se livrent sur l'état du carnet de commandes de leur entreprise, sur la situation bénéficiaire ou déficitaire de l'exploitation, sur la qualité de la gestion, etc. Les ouvriers veulent savoir tout cela quand le patron parle de débauchage ou de diminution de salaires.

Qu'est-ce donc cet élargissement des prérogatives conquises en juin sinon *le contrôle ouvrier en gestation.* Les ouvriers, encore trop peu nombreux, hélas, s'occupent fort peu de ce que « cette ingérence dans les affaires intérieures » du patron constitue un dépassement, peu conforme à l'esprit de Frachon, des droits reconnus par les lois de juin. Leur loi c'est la nécessité. La nécessité d'eviter le licenciement, le chômage, les brimades.

Le *contrôle ouvrier*, en gestation, est actuellement l'arme de défense dont les ouvriers doivent généraliser l'emploi s'ils veulent tenir tête aux patrons. Contrôle démocratique, exercé par la masse des intéressés et leurs représentants directs (délégués d'atelier et élus syndicaux de la base). C'est « contraire à la loi ? » Mais cela peut devenir « légal » si la poussée d'en bas transforme le contrôle en phénomène de masse que la loi viendra consacrer comme un fait accompli.

Le problème du contrôle ouvrier démocratique acquiert une importance capitale non seulement pour la défense de l'usine mais aussi dans la lutte contre le sabotage *économique* et l'organisation de la vie chère.

Il est difficile de déterminer l'étendue réelle du complot patronal. A priori, il n'y a là rien que de très naturel. Les capitalistes sont capables de sacrifier momentanément le profit immédiat au service de la sécurité des profits futurs. Ainsi on sacrifie les bénéfices immédiats pour couler une grève, on travaille à perte pour ruiner un concurrent.

Aujourd'hui, en France, le sabotage économique comprend sans doute une large part de manœuvres tendant à la disette de certains produits pour imposer une hausse importante et provoquer des troubles économiques.

Aussi bien pour *connaître* ces actes que pour les *combattre*, que fait le gouvernement ? Que préconisent tous les dirigeants petits-bourgeois des organisations ouvrières ? Ils vitupèrent avec indignation les affameurs, les 200 familles, le mur d'argent, mais n'osent pas y toucher... sans prendre des pincettes. Pour toutes les questions essentielles ils finissent par faire confiance à la routine bureaucratique, à l'appareil d'Etat bourgeois prisonnier des « 200 familles », en fait pour les servir mais non pour les combattre radicalement. Ainsi on a créé une Commission ministérielle de *surveillance des prix*. Elle les surveille... et les prix montent. Parfois elle obtient des industriels qu'ils ne les montent pas « trop ».

De même pour le sabotage. Que peuvent, par exemple, les services des ministères, avec leur haute bureaucratie contre les manœuvres récemment dénoncées des magnats du Comité Central des Houillères ? Les dirigeants syndicaux de la Fédération des Mineurs verraient sans doute un remède dans la création de l'Office National des Houillères. Ce serait, certes, un

pas vers un contrôle plus efficace. Mais là encore, la mesure serait totalement inopérante tant que l'Office ne serait qu'un organisme de collaboration au sommet des représentants patronaux, étatiques et syndicaux.

Il en serait tout autrement si le contrôle partait de la base avec la participation démocratique des délégués ouvriers (et d'employés) par usine, par trust, par région, pour aboutir à des organismes centralisés en collaboration étroite avec les organisations syndicales. La vigilance organisée des masses est une arme autrement efficace que les « commissions d'études » officielles.

Dans *le Populaire* du 11 novembre le camarade Pierre Ridet décrit le travail de documentation et d'étude accompli par la Commission ministérielle des prix; mais tout d'abord il souligne que la législation française ne donne pas au gouvernement « de pouvoirs semblables à ceux qui, par exemple, dans la République libérale suisse permettent aux pouvoirs publics d'exercer une surveillance et un contrôle réellement efficaces. Le Parlement, disons plutôt le Sénat, n'en a pas voulu ainsi... ».

D'accord, mais pour procurer au gouvernement ces pouvoirs malgré et contre le Sénat « républicain », faut-il attendre dans « l'ordre et la paix sociale » que M. Bienvenu-Martin change d'avis ? L'attente pourrait être longue. Les « pouvoirs » ne seront obtenus — et efficacement exercés — que si les masses populaires et leurs organisations de classe prennent l'initiative de créer et d'imposer le contrôle démocratique de la gestion et des prix.

Le patronat se révolte, avec violence même, contre les initiatives timides, bureaucratiques du gouvernement. Il dénonce les « attentats à la liberté » commis par les Commissions ministérielles. Ce n'est point là une réaction contre le *résultat* (pratiquement négligeable) de ces commissions. C'est la protestation contre le *principe* même de la limitation de l'autorité des patrons. Cette limitation exprime d'une façon bureaucratique caricaturale la poussée des masses, mais lorsque son caractère inopérant aura été compris par les masses, celles-ci pousseront, suivant le même principe, à limiter davantage la « liberté » du patronat, la liberté de spolier sans frein les exploités. C'est cela que redoutent les patrons.

Le prolongement naturel de l'institution des délégués d'usine et des conventions collectives est le contrôle de gestion et l'abolition du sacrosaint « secret commercial ». En effet, le contrôle ne demeure-t-il pas une duperie tant qu'il se limite au compte rendu que les directeurs d'un trust veulent bien faire sur la situation de leur affaire, tant que les délégués ouvriers n'ont pas le droit de regard dans les livres de comptabilité des patrons ? Et, plus loin, il est impossible d'organiser une sérieuse surveillance d'une entreprise capitaliste moderne sans étendre les investigations à sa gestion *financière* étroitement liée à ses relations bancaires. Ceci implique donc le *contrôle ouvrier et la nationalisation des banques.*

PAS DE NATIONALISATION SANS CONTROLE OUVRIER !

Dans l'état actuel de crise de l'économie capitaliste un grand nombre d'entreprises périclitent réellement, *avec ou sans la satisfaction* des revendications ouvrières. Un grand nombre d'autres entreprises (chemins de fer, etc.) étouffent sous le poids d'une gestion parasitaire dont toute la charge incombe souvent à l'Etat, c'est-à-dire au contribuable (le déficit des grands réseaux, par exemple, atteindra, dit-on, le chiffre record de 7 milliards en 1937).

Il est impossible de résoudre ces graves difficultés dans « l'ordre et la paix sociale », c'est-à-dire dans le respect des intangibles privilèges capitalistes au détriment des intérêts des masses populaires. Aux arguments fallacieux des timidités opportunistes (« tout n'est pas possible ») a répondu dès les journées de juin la voix des grévistes : si vous ne pouvez pas nous

donner satisfaction, allez-vous-en, et dans les quarante-huit heures ! Il est caractéristique de noter que cette volonté de « changer » a surgi en premier lieu dans les usines de guerre (aviation) et de téléphonie travaillant presque exclusivement pour l'Etat. Là, en effet, le capitalisme a évolué à l'extrême limite, l'entreprise ne travaille plus pour un marché libre mais pour un client assuré, le fonctionnement « indépendant » de l'entreprise se résume dans l'indépendance de rançonner les caisses de l'Etat et la fonction du patronat à la fonction parasitaire (à l'état « pur » en quelque sorte) d'encaisser les fabuleux bénéfices. Cette fonction parasitaire les grévistes de juin, par une saine réaction de classe, ont voulu la supprimer en demandant la nationalisation des usines avec la gestion ouvrière.

Dans le climat de juin, lorsqu'il y avait dans l'air des idées telles que « faire marcher les usines nous-mêmes », les nationalisations signifiaient dans l'esprit des ouvriers (peut-être à l'état latent, encore confus) la gestion des usines en collaboration technique de l'Etat et des ouvriers avec un large contrôle ouvrier.

Une telle méthode, loin de renforcer le capitalisme, sape au contraire la toute-puissance patronale, pose le principe, ou la perspective, de la marche en avant vers la suppression totale du patronat et de son appareil d'Etat par des mesures révolutionnaires.

Contre cette méthode, qui semblait devoir être celle de juin, les patrons se sont dressés violemment et ont préférer conserver tous leurs privilèges acquis à l'usine en cédant à d'autres revendications ouvrières (salaires, congés, etc.). Les organisations ouvrières, elles aussi, ont fait la sourde oreille : elles avaient déjà sans cela assez de facteurs de « désordre » qui les débordaient.

Quelques semaines après, le Parlement votait dans « l'ordre » et dans le respect de toutes les procédures la nationalisation des usines de guerre. La satisfaction du patronat s'est exprimée dans l'envolée des cours de Bourse des Hotchkiss, des Schneider, etc. Et la presse ouvrière a salué « l'immense progrès », la mesure bienfaisante, etc.

Or, cette deuxième méthode, la méthode bourgeoise bureaucratique, n'aboutit pas seulement à assurer des rentes parasitaires aux magnats des usines rachetées. Elle aboutit aussi à la substitution de l'autorité dictatoriale de l'Etat à l'autorité des anciens propriétaires capitalistes. De bagne privé l'usine se transforme en bagne d'Etat. En effet, Daladier qui avait déjà déclaré qu'il ne tolérerait pas de grève et d'occupations dans les arsenaux a aussi déclaré récemment qu'il n'en tolérerait pas davantage dans les usines de guerre nationalisées. Celles-ci deviennent donc des arsenaux militarisés.

Les ouvriers commencent à apprécier à sa juste valeur ce cadeau démocratique que leur a fait le gouvernement Front populaire. Dans *l'Humanité* du 10 novembre le camarade Doury, secrétaire du syndicat des Métaux de la Région parisienne, se fait l'interprète de la « grande inquiétude qui règne dans l'esprit des ouvriers ». Les métallos espéraient beaucoup de la nationalisation. Ils y voyaient la cessation d'un état de choses scandaleux qu'ils connaissaient depuis de nombreuses années. Or, le régime dans les usines empire, la réorganisation multiplie les licenciements, etc. Aussi « ce n'est pas sans une certaine émotion que les travailleurs se sentent écartés de l'étude de cette réforme qui ne peut être efficace que si elle constitue une refonte complète de l'ancien état de choses et est réalisé sans faiblesse... La réforme doit s'appuyer sur ceux qui la réclament et non sur ses adversaires plus ou moins déguisés ».

Enregistrer les plaintes, c'est bien. Mais pourquoi la direction du Syndicat des Métaux n'a-t-elle pas été plus clairvoyante... ou plus courageuse ? Si, au lieu d'applaudir à la loi de nationalisation on en avait dénoncé le vrai caractère, « les adversaires plus ou moins déguisés » ne règneraient pas aujourd'hui en maîtres. Enfin, aujourd'hui, les seuls articles de Doury si bien intentionnésqu'ils soient ne changeront rien à l'état de choses qu'il

déplore, sans doute sincèrement, si, respectueux de la discipline bureaucratique, il continue à prêcher l'ordre et le calme : seule l'action des métallos peut transformer la nationalisation bureaucratique en nationalisation démocratique, l'arsenal militaire en usine contrôlée par eux.

COLLABORER A LA REPRISE ÉCONOMIQUE

A tout ce qui précède Léon Blum, ou Frachon ne manqueraient pas de répondre : vous êtes un adversaire du Front populaire, vous voulez semer la haine, troubler l'ordre et la paix sociale et saboter (comme le Comité des Forges !) le redressement économique et la prospérité nationale.

Les ouvriers ne sont pas adversaires de la reprise économique, au contraire. Ce sont eux qui supportent, en premier lieu, les frais de la crise. En plus, ils savent par expérience que la reprise favorise, facilite la lutte pour les augmentations de salaires, pour la réduction de la journée du travail. Mais comme pour la crise il s'agit de savoir qui paiera les frais de la reprise.

La méthode Blum, Frachon, Duclos, c'est la méthode de collaboration de classe. On peut déjà la juger d'après ses premiers résultats dans la mesure où les bureaucraties ont réussi à la substituer aux moyens prolétariens, à la lutte autonome de la classe ouvrière.

Si l'on fait abstraction de la phraséologie trompeuse et des miettes jetées aux pauvres à quoi se ramènent toutes les importantes réformes qui constituent la fameuse « expérience Blum » ? La « démocratisation » de la Banque de France adaptée à rendre de meilleurs services à l'Etat bourgeois. La réglementation du marché du charbon... avec des subsides aux magnats de la mine. La nationalisation des industries de guerre qui « renforce la défense nationale » (Daladier), transforment les marchands de canons en gros rentiers et les usines en bagnes militaires. L'institution de l'Office du Blé qui assure, aux frais des consommateurs, des prix rémunérateurs en premier lieu aux agrariens, principaux producteurs de blé marchand. Le plan de travaux publics — fourniture de commandes à l'industrie avec les milliards drainés aux petites gens. On peut ajouter la dévaluation aux frais des pauvres, la réforme fiscale pour l'assainissement du système des impôts avec dégrèvement aux capitalistes, etc., etc.

En un mot, l' « expérience Blum » se ramène à une expérience de redressement, de guérison de l'économie capitaliste, c'est-à-dire à la défense du profit capitaliste. Si l'expérience se trouve ornée de quelques belles conquêtes sociales ce n'est pas *grâce* mais *malgré* les dirigeants du Front populaire que le prolétariat les a arrachées par son action indépendante. Et la cruelle ironie de l'histoire veut que les dirigeants responsables du P. C., du P. S., de la C. G. T. craignent le plus et refoulent de toutes leurs forces justement cette action au mépris de la sauvegarde des conquêtes de juin.

La reprise ? D'accord, mais dans la défense vigilante des intérêts ouvriers, en « faisant payer les riches ». Collaborer à la reprise ? Oui, mais à la manière prolétarienne. A Lens, Léon Blum a invité les ouvriers à s'intéresser « au problème du rendement ouvrier, au problème de la productivité ». Non, ce n'est pas le rôle des esclaves salariés de veiller à la sauvegarde et à la hausse des profits de leurs maîtres. Les ouvriers doivent veiller à ce que l'augmentation de rendement soit accompagnée d'augmentation de salaires, de mesures de sécurité, d'abréviation du temps de travail. Ils doivent veiller surtout à ce que la *lutte* contre l'autorité patronale à l'usine et dans l'Etat ne soit pas escamotée.

Racamond a parlé aux ouvriers en grève de l'usine future dont ils seront maîtres, mais en attendant il les a invités à « répondre aux nécessités de la production française, guettée (la pauvre !) par ses concurrents » (*Humanité* du 20 septembre). Il ne lui est pas venu à l'esprit que nationalisées et gérées sous le contrôle ouvrier ces usines tout en donnant satisfaction aux ouvriers pourraient mieux faire face même aux « concurrents qui guettent ».

C'est sans doute dans le même esprit que Gitton (*Huma* du 7 novembre) se déclare prêt à « ne rien négliger pour mettre fin à la crise économique ».

La classe ouvrière n'a pas provoqué la crise économique, elle ne peut non plus y mettre fin. La crise n'est pas une anomalie, elle est aussi inévitable, dans le régime capitaliste, que la reprise qui la suit.

Non, le rôle du prolétariat n'est pas de *mettre fin* à la crise actuelle, ni de la *prolonger*. Son rôle est d'*utiliser* aussi bien la situation créée par la crise que celle découlant de la reprise pour défendre ses conditions d'existence, pour élargir ses conquêtes, pour gagner de *nouvelles* positions — à l'usine, comme dans l'Etat — positions facilitant son action autonome, en vue de la lutte pour des objectifs plus élevés, de la lutte pour le socialisme où il n'y aura plus de crises. C'est la voie des grévistes de juin.

R. Brizon.

P. S. — *Dans notre article « La dévaluation et la déflation » paru dans le numéro de novembre, il a été imprimé, page 17 : « La dévaluation profite donc en premier lieu aux créanciers au détriment des débiteurs... » Bien entendu, c'est « profite aux débiteurs au détriment des créanciers » qu'il fallait lire.*

R. B.

LES MINISTRES SOCIALISTES ET LE POUVOIR

RÉFLEXIONS SUR LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

Le Conseil National du Parti socialiste a, d'une façon générale, sanctionné par un vote de confiance quasi unanime la politique du gouvernement du Front populaire à direction socialiste ce qui permettait à Severac d'écrire dans *le Populaire* de lundi que pas un seul parmi les orateurs n'avait conclu autrement « *que par la nécessité de poursuivre la politique dans laquelle nous nous sommes librement engagés et en la vertu de laquelle nous continuerons de croire* ».

Mais le Conseil national représentait-il bien l'opinion unanime du parti ? Nous doutons quant à nous que les ouvriers socialistes continuent de donner comme le déclare la motion votée par plus de 3.000 mandats « *leur confiance enthousiaste à Léon Blum et aux camarades que le Parti a délégués avec lui au gouvernement* ».

Il se peut que les hautes sphères du Parti socialiste soient satisfaites des avantages bureaucratiques qu'elles retirent de la présence au pouvoir de quelques ministres socialistes. Mais les masses ?

Il n'est un secret pour personne que les masses sont mécontentes et déçues. Certes le régime du Parti socialiste ne permet guère aux masses de s'exprimer dans le Parti. Même les courants d'opposition qui se dessinent dans le Parti sont utilisés par une fraction de la direction camouflée en opposition. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement dans un Parti qui n'a qu'une vie intérieure insignifiante et qui, abdiquant toute action spécifiquement socialiste, s'est transformé du haut en bas, en une Agence de propagande du gouvernement.

Le discours de Léon Blum pour habile qu'il fut ne pouvait tromper personne. Le chef du gouvernement excelle dans l'art de différencier *son* gouvernement d'un gouvernement socialiste. Il est heureux de trouver une si belle excuse à son inertie gouvernementale — inertie dans le sens socialiste bien entendu. Car pour le reste il applique le programme du Parti radical.

Voici Léon Blum à la tribune, applaudi par *tous* les délégués, prodiguant des conseils de sagesse à la classe ouvrière : *La très grande majorité du prolétariat a, je crois, très clairement,* TRÈS SAGEMENT (sic) *compris ce que représentait un gouvernement comme le nôtre, quelle était la nature de son mandat et quelle était la mesure de son pouvoir.*

Quel homme habile ! Comment évidemment le prolétariat ne comprendrait-il pas que le gouvernement du Front populaire avec les ministres socialistes n'a rien d'autre à faire qu'à sauvegarder les intérêts de classe de la bourgeoisie. Cela le prolétariat doit le comprendre sagement et ne pas faire de peine à ses bons ministres socialistes qui s'excusent de ne pas comprendre dans leur programme gouvernemental les intérêts du prolétariat !

Lebas fit mieux. Il présenta les conquêtes de la classe ouvrière de mai-juin comme un joyeux don d'avènement du gouvernement aux ouvriers. Mais il resta silencieux sur la capitulation honteuse de Blum devant le Sénat lorsqu'il s'agit de prendre la défense des méthodes de lutte de la classe ouvrière.

La question d'Espagne ne fut qu'effleurée par le Conseil national qui se serait bien passé d'entendre la diatribe de Zyromski. Il est vrai que Zyromski dut se rallier ensuite à une motion d'unanimité d'une belle hypocrisie, demandant au gouvernement ...*de s'employer d'accord avec l'Angleterre à appliquer la politique définie par la résolution de l'I. O. S. et de la F. S. I.*

AVEC L'ANGLETERRE, vous avez bien lu !

C'est-à-dire avec le gouvernement conservateur de M. Baldwin et de M. Eden ! Non pas même avec les représentants du Labour Party et des Trades Unions qui eux, au moins, avaient pris la peine d'alerter l'I. O. S. et la F. S. I., mais avec les représentants qualifiés de l'impérialisme britannique, avec ceux qui permettent au Portugal, colonie anglaise, de ravitailler largement les armées fascistes en matériel de guerre allemand, italien... et anglais. Ce fut Grumbach qui donna lecture de cette fameuse motion d'unanimité, acceptée sans un mot par Marceau Pivert et même par Zyromski qui, il est vrai, expliqua son vote par d'excellents arguments qui auraient dû lui faire voter contre.

Constatons d'ailleurs que le texte de cette motion aussi anodine qu'un cautère sur une jambe de bois, fut encore jugée peu conforme au dogme gouvernemental de la neutralité absolue, puisqu'à la Délégation des Gauches Léon Blum l'a tenue pour lettre morte.

Et la Gauche révolutionnaire, demanderez-vous, au moins a-t-elle sauvé l'honneur du Socialisme ? Hélas !

La Gauche révolutionnaire était, certes, présente au Conseil national. Trois délégués mandatés par elle se firent entendre à la tribune. Le plus ferme fut Hérard qui ébaucha quelques critiques d'ordre général sur l'action gouvernementale ; mais il tourna court sans doute pour ne pas froisser le Conseil et recueillit même de chaleureux applaudissements quand il déclara qu'il renouvelait sa confiance à Léon Blum. Modiano qui est lui un pacifiste honnête et conséquent bien plutôt qu'un révolutionnaire marxiste, s'en prit surtout et assez violemment aux mesures d'ordre militaire. Il est vrai qu'il attaquait Daladier. Cible facile. Mais comment ne pas comprendre que la politique militaire de Daladier n'est possible que parce qu'elle est cautionnée par Blum et par les ministres socialistes. Enfin Marceau Pivert parla pour déclarer à son tour que ni lui ni ses amis ne pouvaient mettre en doute la bonne volonté des ministres socialistes. *Ce que nous mettons*

en cause, dit il, *ce sont certaines routines, certaines habitudes et aussi la désuétude de certaines règles que savaient utiliser autrefois les Républicains.* Fortes paroles !

Après cela, il n'y avait plus qu'à voter dans l'enthousiasme déchaîné par Paul Faure, *la confiance unanime et enthousiaste* au camarade Léon Blum. Les délégués de la Gauche révolutionnaire n'osèrent quand même s'associer à cette sorte d'Union sacrée gouvernementale. Marceau Pivert remonta à la tribune pour lire une motion soigneusement édulcorée destinée à sauver la face de la Gauche révolutionnaire devant les militants du rang. Pas bien méchante cette motion : elle se tait sur les deux points où elle avait toutes les raisons de ne pas rester muette : l'attitude des délégués du Parti socialiste dans le gouvernement du Front populaire et la question d'Espagne. Ce qui fait qu'en définitive on ne sait ce que la Gauche révolutionnaire pense sur ces problèmes essentiels et même si elle en pense quelque chose ! Telle quelle la motion de Marceau Pivert obtint 400 mandats contre 3.000, ce qui marque plutôt un recul de l'influence de la Gauche révolutionnaire dans le parti — recul qui s'explique par l'opportunisme de mauvais aloi déployé par cette tendance, ou plus exactement par la direction de cette tendance que nous gardons de confondre avec les ouvriers révolutionnaires qui, dans le Parti socialiste, ont voté sa motion parce qu'ils n'en trouvaient pas de plus à gauche.

En définitive ce Conseil national confirme l'intégration du Parti socialiste dans le gouvernement de Front populaire et le triomphe de la bureaucratie sur le militant. Quant à la direction de la Gauche révolutionnaire, elle n'apparaît guère comme devant cristalliser les éléments d'une politique ouvrière dans le vieux Parti social-démocrate, car elle-même s'est intégrée dans la direction du Parti.

Gauche révolutionnaire ? Non, Gauche gouvernementale ! Le mot aurait été prononcé par un camarade à une récente assemblée d'Information de la Gauche révolutionnaire où régna de bout en bout la plus belle confusion, ce dont profita Marceau Pivert pour faire ratifier à une imposante majorité sa politique opportuniste. On ne put même pas obtenir que l'assemblée se prononçât sur une motion d'orientation signée par une dizaine de membres de la Gauche révolutionnaire, destinée, semblait-il, à être lue au Conseil national et qui avait au moins l'avantage de déterminer une position sans équivoque sur la position des ministres socialistes et sur la politique de neutralité à l'égard de l'Espagne.

En opposition avec la position officielle de la Gauche révolutionnaire au Conseil national, il nous semble intéressant de publier ici quelques extraits de cette motion, qui avait été généreusement distribuée lors de l'assemblée d'Information :

« *Le Conseil national constate que le gouvernement abandonne même le programme du Front populaire. Par exemple, des mesures aussi nécessaires et aussi élémentaires que l'épuration des grandes administrations et le désarmement effectif des ligues fascistes, n'ont même pas reçu un commencement d'exécution. Devant un tel bilan politique général, le Conseil national désapprouve les délégués du Parti au gouvernement. Le Conseil national désapprouve également la direction du Parti et sa politique d'approbation systématique des mesures gouvernementales.*

« *Le Conseil national considère nécessaire le redressement vigoureux de la politique du Parti. Il ne croit pas possible — sans faire courir les plus grands dangers à la classe ouvrière — de continuer une collaboration avec d'autres groupements du Rassemblement populaire sauf sur la base du programme immédiat suivant :*

a) *Levée immédiate du blocus de la Révolution espagnole ; fin de la politique de neutralité ; collaboration fraternelle entre la France du Front populaire et l'Espagne révolutionnaire. Le Conseil national fait sienne la résolution des bureaux de l'I. O. S. et de la F. S. I. du 26 octobre pour la levée du blocus de l'Espagne révolutionnaire et accepte la proposition du P. C. du 30 octobre d'engager une action commune pour aider la révolution espagnole. Il demande aux ministres socialistes de rectifier sans tarder « la terrible erreur de proposer la signature d'un pacte de non-intervention » selon les termes mêmes de la lettre de notre Parti frère d'Espagne.*

b) *Reconnaissance du droit des ouvriers en grève à l'occupation des usines afin de déjouer les manœuvres des patrons, les lock-outs et l'embauchage des jaunes.*

c) *Contrôle ouvrier sur l'embauchage et le licenciement du personnel. Introduction dans les contrats collectifs de l'échelle mobile des salaires, des traitements et des pensions. Législation répressive contre les patrons qui ne respectent pas les lois sociales.*

d) *Relèvement immédiat de l'allocation de chômage et constitution d'un Fonds national de Chômage.*

e) *Nationalisation des banques et des monopoles de fait sous le contrôle ouvrier, seul moyen de faire payer réellement les riches et de contrôler les prix.*

f) *Epuration et réorganisation immédiate de la justice, de l'armée, de la police, de l'appareil d'Etat, dans le sens démocratique, par l'élection de tous les fonctionnaires et officiers par le peuple, avec la participation active des organisations ouvrières à tous les échelons.*

g) *Arrestation immédiate et mise en jugement des chefs factieux, interdiction de leurs organisations, confiscation de leurs biens et immeubles qui seront remis aux organisations ouvrières. Organisation de l'auto-défense du prolétariat.*

h) *Réduction immédiate à un an du service militaire et démocratisation réelle de l'armée (contre l'armée permanente, vers l'armée de milice), seul moyen d'éviter la guerre impérialiste. Suppression de la diplomatie secrète.* »

Quant à la question d'Espagne elle donna lieu, elle aussi, au cours de cette assemblée de la Gauche révolutionnaire, à un débat assez vif entre Colinet et Marceau Pivert. Collinet (1) réclamant avec force la fin de la néfaste et aveugle politique de neutralité, et Marceau Pivert affirmant que les buts de la Gauche révolutionnaire excluaient même en une telle matière le recours à l'action gouvernementale et que le meilleur moyen d'armer les ouvriers espagnols était de faire la Révolution en France. Evidemment ! Mais d'ici là ?

UN DÉLÉGUÉ AU C. N. SOCIALISTE.

LE PROLÉTARIAT ET LE POUVOIR EN ESPAGNE

Dans les milieux des révolutionnaires d'avant-garde on discute beaucoup le fait que le parti le plus révolutionnaire d'Espagne, le P.O.U.M., est entré dans le gouvernement de la Catalogne et pose le problème d'entrer dans la « Junte » de défense nommée par le gouvernement central de Madrid.

Avant tout il faut souligner qu'on ne peut pas parler d'une participation du P.O.U.M. à un gouvernement bourgeois. Ni le gouvernement de la Catalogne, ni le gouvernement central de Madrid ne sont des gouvernements bourgeois. Ce sont des gouvernements de collaboration entre le prolétariat et la petite bourgeoisie révolutionnaire dans le cadre d'un nouvel Etat révolutionnaire dont la force centrale est constituée par les ouvriers en armes.

Le vieil Etat bourgeois qui, malgré la république, présentait encore de nombreuses survivances féodales, a été écrasé pendant les dix premiers

(1) L'Assemblée a voté par 105 voix contre 53 la motion de Marceau Pivert.

jours de lutte armée contre la rébellion fasciste. Non seulement l'armée existante — passée presque tout entière du côté des rebelles — a été remplacée par une nouvelle armée : les milices antifascistes formées par les syndicats et partis politiques de la classe ouvrière (1), mais encore l'appareil administratif de l'Etat a été transformé; les organisations ouvrières constituent maintenant les nouveaux cadres de l'appareil d'Etat et occupent (à la police, aux ministères, etc.) toutes les fonctions essentielles.

Parler de collaboration de classe dans les cadres de l'Etat bourgeois, de double pouvoir, et, par conséquent, poser la perspective de la *seconde* révolution, constitue une erreur provenant de l'incompréhension de la nature de partis tels que la Gauche républicaine. Les trotskystes qui partagent cette erreur, voyant que la Gauche républicaine continue à participer au pouvoir avec Azana, Giral, etc..., et s'étant habitués à voir en elle un parti capitaliste, concluent : le gouvernement est donc resté bourgeois. Or, la Gauche républicaine (de même que, avec quelques différences, naturellement, les radicaux de France ou les national-socialistes de Benès en Tchécoslovaquie) est un parti de collaboration de la bourgeoisie avec la petite bourgeoisie démocratique. Dans cette alliance, l'hégémonie dans une période « normale » revient, en général, à la bourgeoisie; mais dans une situation révolutionnaire, la petite-bourgeoisie peut s'y imposer. En Espagne, où les ouvriers ont affirmé leur pouvoir dès les débuts de la guerre civile, c'est ce qui s'est produit. La plupart des éléments bourgeois qui dominaient la Gauche républicaine ou l'Ezquerra, se sont enfuis, une minorité est restée. Elle s'est courbée sous la pression du gouvernement, qui s'appuie sur les ouvriers armés, et s'est résignée au contrôle de ses industries.

Naturellement, il faut exercer sur ces couches bourgeoises la vigilance politique la plus grande et toujours se rappeler que si elles sont faibles aujourd'hui elles peuvent devenir plus fortes demain. Cela pourrait se produire si, par exemple, les difficultés économiques grossissaient ou si l'U.R.S.S. concluait une alliance avec ces couches de la bourgeoisie démocratique.

Ces mesures de vigilance, le P.O.U.M. les réclame avec insistance. Mais tout cela ne signifie en rien qu'il y ait aujourd'hui un double pouvoir dans le sens où il existait en Russie de février jusqu'à novembre 1917. En réalité, un des deux termes, le pouvoir bourgeois traditionnel fait défaut. Il importe peu que Azana et d'autres soient restés les chefs de la Gauche républicaine malgré le changement de l'hégémonie de classe au profit de la petite bourgeoisie démocratique à l'intérieur de cette formation politique. Dans une situation de guerre civile, dans une situation où les éléments fascistes ont repoussé le compromis essayé par ces éléments les premiers jours de la rébellion, dans une situation où ils sont menacés d'être fusillés par Franco, un tel changement de leur part est bien naturel. Il faut du reste souligner que, dans les villes de province, ceux qui dirigent aujourd'hui les organisations et les milices de la Gauche républicaine et de l'Ezquerra, sont des éléments nouveaux, des petits bourgeois sans aucun passé politique.

Si la collaboration de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie démocratique se produit sous l'hégémonie du prolétariat et si le programme social et politique du gouvernement est celui du prolétariat, comment peut-on nier qu'il s'agisse d'un pouvoir prolétarien ? Or, c'est le cas en Catalogne. Le pouvoir prolétarien n'a jamais exclu la collaboration avec la petite bourgeoisie. Au contraire, il a toujours supposé une telle collaboration. En Russie, cette collaboration a revêtu pendant trois ou quatre mois la forme d'une collaboration entre partis, notamment avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ensuite la *forme* de cette collaboration a changé, mais la collaboration a continué.

Il est nécessaire d'assurer en Espagne non seulement la collaboration avec la petite bourgeoisie paysanne, mais avec la petite bourgeoisie des

(1) et aussi par les partis de la petite-bourgeoisie démocratique : gauche républicaine et Ezquerra (gauche catalane). Mais elles sont relativement faibles.

villes. On ne peut pas repousser les partis de la petite bourgeoisie des villes sans repousser cette petite bourgeoisie tout entière, sans briser l'unité même du prolétariat, car, dans les partis ouvriers traditionnels (socialiste, anarchiste, et aussi communiste), la petite bourgeoisie a une certaine influence. Il ne faut pas d'ailleurs considérer cela comme un malheur.

En effet, la petite bourgeoisie des villes peut venir sur la voie du socialisme. En Catalogne, où, surtout grâce au P.O.U.M., le prolétariat exerce fortement son hégémonie, les partis petits-bourgeois ont accepté actuellement la nationalisation de toutes les entreprises industrielles, commerciales et bancaires, comprenant plus de 100 ouvriers ou employés, et leur gestion par des comités élus. Cette nationalisation est déjà réalisée. Ils ont aussi accepté l'expropriation de toute la grande et moyenne propriété rurale, donnant aux paysans la faculté de la collectiviser ou de la partager. Certes, le problème consistant à savoir si l'on donnera ou non une indemnité, n'est pas encore résolu pour ce qui est des propriétaires non fascistes; il est évident que les fascistes ne recevront pas d'indemnité. Le P.O.U.M. s'oppose à ce qu'une indemnité soit donnée aux propriétaires non fascistes. Mais en tout cas cette question n'est pas pour le socialisme une question de principe.

Il est vrai qu'à Madrid l'hégémonie du prolétariat est insuffisante, car les partis ouvriers les plus forts dans cette région : P. S. et P. C., ne veulent pas sortir des cadres de la propriété bourgeoise « contrôlée par le peuple », c'est-à-dire modifiée depuis la guerre civile par le contrôle ouvrier et par la nationalisation des propriétés industrielles et agraires des fascistes. En outre, en réalisant le commandement unique et la militarisation des milices, — deux choses indispensables du point de vue militaire —, Madrid est disposée à laisser le commandement militaire aux techniciens et aux officiers spécialisés. Le P.O.U.M. lutte avec raison contre cette politique fausse. Mais même dans ces conditions, il serait absolument faux et d'ailleurs impossible d'appeler les masses à la conquête du pouvoir contre le gouvernement de Madrid, car les masses savent et voient fort bien qu'à Madrid même ce sont les délégués de leurs organisations syndicales et politiques, qui ont en main la plupart des fonctions de l'Etat. Il est possible que par la suite ces délégués se bureaucratisent et que, ensemble avec les officiers petits-bourgeois, ils essayent de former un nouveau pouvoir. Même en Catalogne, cela est possible. Si cette éventualité se produit, on pourra et on devra alors lutter contre eux. Mais aujourd'hui cette question ne se pose même pas.

Le gouvernement Caballero a une politique fausse, il faut le surveiller, le pousser, le contrôler, il est peut-être nécessaire de remplacer certains de ses ministres ou de remplacer Caballero lui-même; mais ce serait une erreur évidente que de vouloir transformer par la violence la base de ce gouvernement qui s'appuie sur les partis ouvriers. Il n'y a pas de comparaison possible entre la Russie de 1917 ou l'Allemagne de 1918 et Madrid de 1936. En effet, en Russie et en Allemagne, l'un des deux pouvoirs réels étant aux mains des militaires et des bureaucrates bourgeois, la social-démocratie au gouvernement se subordonnait à lui. En Espagne, ces deux pouvoirs se livrent une lutte acharnée « à vie et à mort »; il n'y a donc pas de place pour un *troisième* pouvoir réalisé par les masses elles-mêmes, car il serait dirigé en fait *contre* le pouvoir ouvrier.

On ne peut pas *opposer* au gouvernement de Madrid le mot d'ordre du pouvoir des Soviets, car, en Espagne, malheureusement, les soviets (et il ne s'agit pas seulement du nom) n'existent pas. Toutes les tentatives de créer des soviets véritables, c'est-à-dire des organismes démocratiques de toute la classe ouvrière, n'ont pas réussi. Lorsque la classe ouvrière est organisée dans sa presque totalité, comme en Espagne, dans deux grandes centrales syndicales, les soviets ne peuvent se renforcer que lorsque les masses sont déçues par leurs organisations, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Ce que l'on peut exiger, pour le moment, c'est, comme le P.O.U.M. le fait justement, le renvoi des Cortès actuelles qui ne représentent plus rien

et la convocation d'une Assemblée Constituante élue par les comités des ouvriers, des paysans, des miliciens, c'est-à-dire que l'on peut ainsi exiger du gouvernement une responsabilité vraiment démocratique devant les masses. A cet égard, il est juste de dire qu'il faut renforcer le contrôle des masses, l'activité politique des masses, leur initiative dans tous les domaines.

On peut avec raison reprocher au P.O.U.M. de ne pas avoir commencé par une critique systématique des partis réformistes dès le début de la révolution, et d'avoir attendu pour le faire jusqu'en septembre-octobre, lorsque l'on traversait déjà une phase de difficultés sur le terrain militaire. Le P.O.U.M. avait oublié la leçon de la Hongrie soviétique (maintes fois rappelée par Lénine) où, bien que le pouvoir prolétarien y fût certainement plus profond qu'en Espagne, les éléments centristes et même petits-bourgeois restés dans l'appareil de la dictature purent contrecarrer la révolution parce que les communistes ne les avaient pas démasqués *devant les masses* dès le commencement de la dictature.

Le P.O.U.M. qui s'accommode avec des protestations trop faibles contre un système où — que ce soit au gouvernement, aux municipalités ou aux milices — ce sont les directions des partis et des syndicats qui font tout et où les discussions des partis ne sortent pas des cadres des organes, où leurs délégués sont représentés et ne descendent pas dans la profondeur des masses. Personne, pas même le P.O.U.M., n'appelle systématiquement les masses espagnoles à la discussion politique concrète au sujet de la politique du gouvernement et problèmes posés devant les milices ou les municipalités.

Personne ne le fait car l'on craint, dans la meilleure des hypothèses, de diviser les ouvriers, de diviser les miliciens face à l'ennemi. Mais le résultat de la politique menée actuellement c'est, au contraire, la cristallisation des divisions traditionnelles entre socialistes, communistes, anarchistes et le P.O.U.M. Ces divisions traditionnelles poussent même parfois à des actes de violences réciproques. Par suite de l'absence d'une discussion politique quotidienne, les ouvriers occupent souvent leur temps avec des rivalités d'organisations, et ce sont justement celles-ci qui dégénèrent le plus souvent. La politique « d'unité à tout prix » couvre en réalité un sectarisme profond dont le P.O.U.M. lui-même n'est pas exempt.

La grande faiblesse de la révolution espagnole c'est que les masses, après avoir pris les armes, formé les milices, occupé les usines et les terres, ont cru la révolution finie. Les partis qui les dirigent directement ou par l'intermédiaire des syndicats, n'ont plus fait appel à ces masses, sauf pour leur recommander des mesures techniques sur le terrain militaire ou de la production. L'optimisme artificiellement nourri au sujet du développement de la guerre aussi bien qu'au sujet de tout autre problème, a fini par figer, dans une large mesure, l'activité politique des masses. Cela a ses répercussions mauvaises sur le terrain militaire lui-même.

Mais, sous les coups de l'ennemi, le redressement est en train de s'effectuer. La menace qui pèse sur Madrid a mis en branle les masses les plus larges non seulement à Madrid, mais dans toute l'Espagne républicaine. C'est la pression d'en bas qui a fait entrer quatre anarchistes dans le gouvernement de Madrid en jetant par-dessus bord leurs préjugés antigouvernementaux.

Le critère d'une politique révolutionnaire en Espagne, ce n'est pas la fidélité aux formules abstraites, aux manuels pseudo-marxistes. Non, pour pousser la révolution en avant, il faut faire participer des couches toujours plus larges, toujours plus nombreuses à la lutte armée et à la construction de la nouvelle société; la participation du P.O.U.M. au gouvernement catalan, à la direction de la lutte antifasciste, sera fructueuse et féconde dans la mesure où elle facilitera la réalisation de cette tâche centrale.

Valence, novembre 1936.

Paul CHEVALIER.

LA VIE DU PARTI

ON EXCLUT...

« Unir, unir, unir », c'est le mot d'ordre officiel du Parti communiste. On recommande aux camarades de « tendre la main » aux catholiques, aux Croix de Feu, à tous les fils de notre peuple. Seuls les hitlériens doivent être exclus de cette union.

Pardon, non seulement les hitlériens, mais aussi les communistes révolutionnaires. Depuis quelques mois une véritable vague d'exclusions déferle sur le Parti. On exclut à gauche et à droite pour la moindre velléité de critique, pour la moindre tentative de défendre la politique révolutionnaire dans le Parti.

Si dans votre cellule un camarade a reçu par la poste la brochure de Ferrat et que votre physionomie ne plaît pas au Comité de rayon, votre compte est fait : exclusion pour travail antiparti. Enquête, preuves, possibilité de se défendre, tout cela ce sont des préjugés bourgeois ! Si les copains de la base regimbent, malgré le cuisinage préalable, contre cette justice expéditive, on les menace à leur tour des foudres, on « oublie » de convoquer à la réunion les plus rétifs... et l'unanimité pour l'exclusion est réalisée.

De tous les coins de France nous recevons des nouvelles sur les exclusions dans le Parti. Un exemple : dans deux localités de la Seine Inférieure, 55 camarades ont été exclus durant ces derniers trois mois pour des motifs futiles. Dans une de ces localités les effectifs du Parti ont été réduits d'un quart à la suite des exclusions.

D'après l'article 45 des statuts du Parti « la décision d'exclusion doit être publiée dans le journal du Parti ». Pour éviter la moindre publicité autour des exclus, le Secrétariat du Parti propose dans son nouveau projet de modifier ce point comme suit : « La décision d'exclusion *peut* être publiée dans le journal du Parti, *si le Comité Central le juge nécessaire* » (nouvel article 36). Ainsi on peut enlever aux exclus même cette garantie élémentaire. Pour le moment, ce sont encore les anciens statuts de 1926 qui sont la loi du Parti. Mais le Comité Central *juge nécessaire* de couvrir du voile du mystère ses opérations de répression, *en violation des statuts.*

Et ensuite les tartuffes du secrétariat du P. C. F. peuvent écrire (le papier supporte tout) : « Notre Parti est le plus démocratique de tous les partis qui existent dans notre pays ». (Introduction aux propositions de modifications des statuts.)

Q. F.

UNE LETTRE DE PUTEAUX

On nous écrit de Puteaux :

« Pourquoi notre Parti communiste ne dénonce-t-il pas la sale besogne de l'affairiste Barthélemy, député-maire de Puteaux ? Nous vous demandions cela dans une première lettre, il y a quelques mois. Vous nous répondiez dans votre numéro de mai : « Mais tout simplement parce que le P. C. a rompu lui-même avec une politique révolutionnaire... »

Votre réponse a contenté quelques-uns d'entre nous, mais pas tous. On a même un peu bagarré là-dessus entre copains. Quelques-uns disaient : « *Que Faire ?* va trop fort... *Que Faire ?* suivra le chemin de Doriot ». Eh bien ! camarades, on est tous heureux de pouvoir vous dire aujourd'hui : *Que Faire ?* avait raison, *Que Faire ?* suit la vraie ligne révolutionnaire. Dans notre coin, vos critiques, vos prévisions se justifient à cent pour cent.

Encore une preuve : les grèves de juin nous ont montré qu'il y avait pas mal de syndiqués chrétiens dans plusieurs boîtes de Puteaux, notamment chez Hutchinson, Schneider, à l'Ouest-Lumière, etc. Ces copains-là se sont très bien tenus dans les grèves. Aussi nous pensons que notre devoir d'ouvriers révolutionnaires est de nous rapprocher de plus en plus d'eux. Mais cela ne plaît pas à M. Barthélemy et à ses suiveurs. Ils nous accusent de « déviations », ils poussent les ouvriers à se diviser dans la même boîte. Bien entendu, la direction de notre Région communiste se garde de dénoncer cette mauvaise action. Elle accepte aussi, d'un autre côté, que Barthélemy refuse un local à nos syndicats...

Entente, union avec les travailleurs socialistes, tant qu'on voudra, mais cela oblige-t-il notre Parti à tout encaisser de la part de politiciens qui sont précisément contre cette entente, cette union des ouvriers ?

Ce qui se passe dans le rayon voisin, à Suresnes, en dit aussi long sur la nouvelle tactique du Parti. La dernière conférence du Rayon a voté une adresse pleine de félicitations au citoyen Henri Sellier au sujet de son voyage à Moscou, le même citoyen qui traitait de policier le secrétaire du Rayon, il y a quelques mois...

On flatte les politiciens dans le Parti maintenant, mais savez-vous comment on traite les membres du Parti qui se permettent quelques critiques ? A cette conférence du Rayon de Suresnes, un copain est intervenu pour faire des réserves sur la politique du Parti. Il ne dit que des choses raisonnables et qui ont porté sur les délégués ; il protesta contre l'attitude du Parti au sujet de l'Espagne, contre le matraquage des ouvriers par Salengro ; il défendit une motion qui disait qu'il faut, avant tout, faire confiance à la force de la classe ouvrière, que c'est elle seule qui peut obliger le gouvernement à agir pour les ouvriers et que le devoir du Parti est donc d'empêcher à la classe ouvrière de s'endormir.

Nous pensons comme ce copain, tous les camarades de la conférence pensaient comme lui... Alors qu'ont fait les dirigeants ? Ils ont cherché à rendre ce copain suspect, ils ont parlé de Ferrat, de trotskisme, etc., ils ont tout fait pour que personne ne vote avec lui. Il s'est trouvé tout de même 6 à 7 délégués pour voter la motion. Mais si ça avait été à bulletins secrets, elle avait la majorité, de l'avis de ceux qui ont assisté à l'affaire. Pour la désignation du Comité de Rayon, ça a été aussi la pagaïe, car le secrétaire — dictateur en herbe — se réserve le droit d'évincer tel camarade qui ne lui paraît pas assez dans la ligne...

Avec de tels procédés, c'est à vous dégoûter.

UN GROUPE D'OUVRIERS COMMUNISTES.

***

Non, camarades, il ne faut pas se dégoûter, il ne faut jamais se dégoûter quand on lutte dans la bonne voie. Il serait infiniment regrettable qu'une expérience comme celle relatée dans votre lettre, conduise des camarades à abandonner volontairement le Parti.

Nous sommes heureux que vous soyez maintenant d'accord avec nous sur ce point précis : le P. C. ne peut pas lutter d'une façon *révolutionnaire et conséquente* contre les réformistes, car il a perdu toute perspective révolutionnaire et s'enfonce de plus en plus dans le réformisme. Le devoir des véritables communistes est donc de combattre énergiquement, dans le Parti, tout abandon de la tactique révolutionnaire, mais de soutenir aussi l'attitude du Parti quand elle se trouve coïncider avec la tactique juste. Ainsi, pour reprendre l'exemple du camarade dont vous citez l'intervention, il a eu raison d'appeler le Parti à s'appuyer sur la classe ouvrière, mais il a eu tort s'il n'a pas soutenu la position actuelle du Parti dans les événements d'Espagne. N. D. L. R.

EN ALGÉRIE

Au Congrès du Parti communiste qui s'est tenu à Alger, le délégué du P. C. F., Gitton, éprouva le besoin d'insulter notre revue, ce qui est plus facile que de répondre à nos arguments. Mais la ligne opportuniste colonialiste défendue actuellement par le P. C. F. dans la question coloniale rencontre des résistances parmi les éléments révolutionnaires qui militent dans le P. C. d'Algérie, comme en firent foi deux interventions au Congrès même.

Nous appelons tous les communistes restés fidèles aux principes de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire, à se mettre en liaison avec le groupe des Amis de *Que Faire ?* qui vient d'être fondé à Alger. B.

UNE LETTRE DE COLOMBES

Fortuitement j'ai lu *Que Faire ?*, très bien. A Colombes en particulier, après la conquête de la municipalité par les communistes-opportunistes, sévit la dictature de la direction actuelle du Parti. Un grand mécontentement règne parmi les vieux camarades et, fait caractéristique, aussi parmi les centaines de nouveaux adhérents. A l'occasion de la dernière conférence d'information les trois quarts de la salle ont manifesté leur aversion aux drapeaux tricolores qui ont supplanté en fait le pauvre drapeau rouge.

Pour étourdir les militants et empêcher toute discussion sérieuse, la direction du rayon entend transformer la conférence du rayon des 5 et 6 décembre en un vaste meeting où les ténors tiendront les planches. La conférence sera ouverte par une fête et clôturée par un banquet baptisé « Repas fraternel réservé aux membres du Parti et à leurs familles », tout comme dans les partis bourgeois. UN DE LA VIEILLE GARDE.

UNE RÉUNION DANS LE 15e

Le deuxième vendredi de novembre a eu lieu dans le 15e arrondissement une réunion de communistes sympathisant à *Que Faire ?*

Aux six copains sympathisants se sont joints trois camarades d'accord à 100 0/0 avec la direction du Parti qui sont venus dans le but de nous « prouver » que nous étions des ennemis du communisme et engagés sur une voie dangereuse.

Malgré la rancune qu'on a inspirée contre nous à ces trois copains, nous avons réussi à imprimer à la discussion, très animée, un caractère tout à fait fraternel.

A la fin de la soirée, si nous ne les avons pas encore convaincus, il était visible néanmoins que nos arguments ont impressionné les trois camarades. En tout cas ils ont pu se convaincre que les communistes de *Que Faire ?* sont de vieux militants dont les désaccords avec la direction du Parti tirent leur origine non pas de causes machiavéliques mystérieuses, mais de la contradiction entre la politique du Parti et les intérêts de classe du prolétariat.

Et ceci devait tout de même trancher dans l'esprit de nos camarades sur les calomnies qu'on déverse sur nous au sein du Parti. B.

NOTES

LE CONGRÈS DE BRUXELLES

Du 31 octobre au 2 novembre s'est tenu à Bruxelles un congrès « *Contre la Guerre, le Fascisme et l'Impérialisme* » convoqué par le *Bureau International pour l'Unité révolutionnaire socialiste.* A ce bureau adhèrent les organisations suivantes : le Parti ouvrier d'unification marxiste (Espagne), le Parti socialiste indépendant (Pologne) le Parti ouvrier socialiste (Allemagne), l'Indépendant Labour Party (Grande-Bretagne), le Parti socialiste suédois, le Parti socialiste maximaliste (Italie).

L'organisation communiste *Que Faire ?* a décidé d'envoyer un délégué à ce congrès. *Que Faire ?* n'adhère nullement au Bureau International, mais nous avons jugé utile d'être présents à ce congrès.

L'ordre du jour général du congrès (contre la Guerre, le Fascisme et l'Impérialisme) devait être en fait modifié sous la pression des événements; la question d'Espagne et les tâches des révolutionnaires des autres pays en liaison avec cette grave question devaient être au centre des débats. En réalité, c'est presque exclusivement cette question qui fut discutée au congrès. Pour les autres questions la composition assez hétéroclite de l'ensemble des organisations participantes devait rendre pratiquement impossible la détermination d'une politique concrète cohérente et unique. En effet, en plus des organisations déjà citées étaient représentés les groupements suivants qui forment un ensemble très divers : plusieurs organisations, syndicales, militaires ou culturelles d'Espagne, pour l'Angleterre : les Résistants à la Guerre, le mouvement «Plus jamais de Guerre», le Groupe des Libertés coloniales, le Parti révolutionnaire socialiste (Edinburgh); une série de groupements palestiniens sionistes ou prosionistes; pour la Hollande, la Ligue Socialiste révolutionnaire et le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire; pour la France, la Gauche Révolutionnaire du Parti socialiste, le Comité de Vigilance des Intellectuels, la Coopérative de l'Ecole Emancipée; pour la Belgique, la Ligue Anti-guerre et pour les Etats-Unis la Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire.

Si dans ces conditions il fut impossible d'arriver à un accord politique pratique unanime sur l'attitude à tenir envers les problèmes de la guerre, du Fascisme, de l'Union soviétique, il y eut en revanche la possibilité d'aboutir à quelques résultats dans la question Espagnole après un intéressant rapport du camarade Gorkain (P.O.U.M.). La discussion qui se déroula dans la commission et en séance plénière du congrès mit surtout trois questions en lumière : 1° la nécessité de lutter, chacun dans son propre pays, contre la politique dite de neutralité, c'est-à-dire de blocus envers la révolution espagnole. Sur cette question seul Marceau Pivert parlant en son nom personnel défendit la politique de « neutralité » du gouvernement français. Mais l'unanimité du congrès se prononça contre lui. Le délégué de *Que Faire ?* souligna surtout qu'actuellement la lutte contre la politique de « neutralité » constituait une ligne de démarcation éventuelle entre les éléments révolutionnaires et les éléments petits-bourgeois dans le mouvement ouvrier.

2° Le rapport de Gorkin fit aussi une place importante à cette question mais il donna surtout une analyse de la situation en Espagne, apporta quelque

clarté dans le problème très compliqué de la structure du nouvel état révolutionnaire, encore qu'il soit à notre avis pas suffisamment autocratique notamment dans la question du contrôle réel des masses sur les organes du pouvoir révolutionnaire. Une intervention de Snewlieet (Hollande) souligna cet aspect important de la question. (Voir notre point de vue dans l'article « Le pouvoir prolétarien en Espagne ».

3° Le congrès approuva l'initiative du P.O.U.M. qui a décidé d'inviter les organisations marxistes révolutionnaires à une conférence qui se tiendra à Barcelone en janvier ou février 1937. Cette conférence aura pour but d'examiner les conditions propres à stimuler et à organiser les forces nécessaires en vue de créer une internationale vraiment révolutionnaire. Il est, en effet, à souligner qu'à l'heure actuelle le P.O.U.M. est le seul parti ouvrier n'adhérant ni à la IIIe ni à la IIe Internationale qui possède à la fois une influence de masse réelle et une expérience révolutionnaire positive forgée au cours de la révolution elle-même. Il est un pôle d'attraction des éléments marxistes révolutionnaires qui fondent sur lui de grandes espérances et qui ont beaucoup à apprendre de son expérience concrète.

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée à l'unanimité sur la question espagnole. (*N. B.* — Marceau Pivert n'assistait pas au vote) :

RÉSOLUTION SUR L'ESPAGNE

1. — *Le Congrès exprime sa solidarité envers les ouvriers espagnols dans leur lutte contre le fascisme. Il se rend compte que s'ils n'avaient eu à lutter que contre les forces fascistes de l'Espagne leur victoire serait assurée; mais actuellement, ils se battent contre les forces du capitalisme international et particulièrement celles des pays fascistes, l'Italie, l'Allemagne et le Portugal.*

2. — *L'Espagne est en ce moment le champ de bataille de la classe ouvrière internationale. Le Congrès constate avec fierté que des ouvriers de beaucoup d'autres pays se battent sur le front aux côtés des ouvriers espagnols; mais des actes de courage et de dévouement individuels ne suffisent pas.* Toute *la classe ouvrière doit être engagée activement dans la lutte.*

3. — *Le Congrès condamne énergiquement la politique dite de « neutralité » suivie en fait jusqu'à ces derniers temps par l'internationale syndicale d'Amsterdam, les partis de la IIe Internationale et les Gouvernements auxquels ils participent. Il constate que le gouvernement français capitulant devant la pression de la bourgeoisie réactionnaire française et des Etats fascistes, a pris l'initiative d'établir le blocus du fait de la Révolution espagnole. Ceci confirme une fois de plus l'impuissance des démocraties bourgeoises à lutter efficacement contre le fascisme national et international. Le congrès condamne cette politique extérieure du Front populaire qui fut d'ailleurs formé sur l'initiative de l'Internationale communiste elle-même. Le Congrès condamne la politique du gouvernement soviétique qui crut tout d'abord nécessaire de s'associer à cet accord mensonger de non-intervention. Il espère que l'attitude présente de l'U. R. S. S. dictée surtout par la crainte de voir le fascisme hitlérien renforcer sa position politique et stratégique rompant avec son attitude antérieure de neutralité, se traduira par une aide effective à la révolution espagnole. Il appelle les ouvriers à soutenir toute tentative de ce genre tout en s'opposant à une politique qui, altérant le caractère de la révolution espagnole se bornerait à la défense de la république bourgeoise. Le Congrès dénonce le gouvernement britannique qui, sous le couvert de la neutralité a aidé les forces fascistes en Espagne. La duperie de cette politique apparaît clairement quand on sait que des armes et des munitions ont été fournies en masse aux rebelles par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal.*

4. — *Une victoire du fascisme en Espagne aurait des résultats désastreux : elle renforcerait la puissance du fascisme et en premier lieu à l'intérieur de la France. Elle permettrait à l'Allemagne et à l'Italie fasciste de dominer*

l'ouest de la Méditerranée, elle augmenterait la menace de guerre contre l'U. R. S. S. et serait la préface d'une guerre mondiale.

5. — *La classe ouvrière doit imposer par son action de classe la levée immédiate de l'embargo, expédier directement par tous les moyens possibles tout ce dont le prolétariat espagnol a besoin en fait d'armes, de munitions, de matières premières, de produits alimentaires et pharmaceutiques, etc..., s'aboter l'envoi d'armes aux rebelles, et mettre fin aux campagnes fascistes dans les journaux, le cinéma, la radio, etc.*

6. — *Le Congrès salue les dockers, cheminots, métallurgistes, etc... qui, en différents endroits, par des grèves et le sabotage des transports d'armes aux rebelles, ont manifesté leur solidarité effective envers leurs frères d'Espagne, ainsi que leur hostilité à la politique d'étranglement de la Révolution espagnole, Il appelle les ouvriers français, anglais, belges à persévérer dans cette voie en développant leur lutte contre leur bourgeoisie complice du fascisme espagnol, en brisant avec la politique de capitulation devant le fascisme. Le Congrès fait appel à la classe ouvrière internationale pour qu'elle aide par tous les moyens en son pouvoir le prolétariat français dont le rôle et la responsabilité sont prépondérants dans les circonstances actuelles.*

7. — *Le Congrès acclame avec fierté non seulement les miliciens espagnols qui luttent sur le front, mais aussi les travailleurs qui sont en train d'accomplir la Révolution socialiste dans les territoires délivrés du fascisme, particulièrement en Catalogne et dans la région de Valence, en s'emparant des terres, et, en général de toute l'Economie.* Le Congrès affirme que l'antagonisme n'est pas entre la démocratie capitaliste et le fascisme, mais entre le socialisme et le capitalisme. *C'est pourquoi le Congrès souligne la nécessité pour la Révolution espagnole de développer les organes de masse d'ouvriers, de paysans, de combattants pour la conquête définitive du Pouvoir et l'édification d'une société socialiste. Il voit dans la Révolution espagnole une nouvelle et importante étape de la Révolution socialiste mondiale. Il considère que la solidarité effective du prolétariat international est un levier puissant pour l'action révolutionnaire et la conquête du pouvoir dans tous les pays.*

8. — *Le Congrès félicite le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M.) du rôle d'avant-garde qu'il joue dans le prolétariat révolutionnaire d'Espagne. Il salue son leader héroïque Joaquim Maurin et les milliers de travailleurs de toutes les organisations tombés dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme international.*

LE COMPTE RENDU DU CONGRÈS DE BRUXELLES

Samedi 14 novembre, grande salle du Café du Tambour, le camarade Ferrat fit le compte rendu du Congrès de Bruxelles. Il développa surtout les questions relatives à la situation extérieure de la Révolution espagnole, aux problèmes intérieurs de la révolution (notamment la question de la participation du P.O.U.M. au gouvernement catalan) et à la convocation par le P.O.U.M. d'une conférence internationale à Barcelone.

Un échange de vues s'en suivit au cours duquel un camarade délégué par le P. O. I. vint exposer la position de son organisation. L'ensemble de l'assemblée manifesta son accord avec les idées défendues par *Que Faire ?* au Congrès de Bruxelles.

A. F.

:: LIBRAIRIE ESPAGNOLE ::

10, *rue Gay-Lussac. — Paris (5e)*

Vous y trouverez tous les livres d'actualité sur l'Espagne.

LES TECHNICIENS POUR L'ACTION...

Les travaux du Congrès de la Fédération des Techniciens qui s'est tenu à Paris les 14 et 15 novembre attirent l'attention par la démonstration qu'ils donnent de la radicalisation des Techniciens dans les importantes questions de l'orientation du mouvement syndical.

En butte à des brimades répétées de la part d'une bureaucratie confédérale qui voit d'un mauvais œil les Techniciens — nouveaux venus au syndicalisme — s'orienter sur une voie différente de celles où elles tentaient de les « guider », la Fédération des techniciens s'est, malgré tout, assez bien défendue et, pas plus la tentative de constituer d'autres groupements de Techniciens en dehors de la Fédération, que le sabotage systématique de son activité et le silence qu'on fait sur son action, n'ont empêché la jeune Fédération de grouper 55.000 adhérents et de pouvoir revendiquer un certain nombre de succès.

Parmi ses 80 syndicats, dont 53 étaient directement représentés au Congrès par plus de 200 délégués, l'un d'eux, le syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la Région parisienne, mérite une mention spéciale. Groupant 18.000 adhérents, ce jeune syndicat avait, au cours de son assemblée générale, voté une résolution se prononçant fermement contre l'arbitrage obligatoire, pour l'échelle mobile, pour la levée du blocus de l'Espagne, et avait résolument pris position sur la question de l'occupation des usines, proclamant que cette forme de lutte avait suffisamment démontré son efficacité pour que les travailleurs n'acceptent pas de renoncer à cette méthode en faveur de combinaisons d'arbitrage toujours défavorables aux intérêts des travailleurs.

Enfin, la résolution du syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la R. P. condamnait vertement « l'initiative » du Comité confédéral national, acceptant l'arbitrage obligatoire sans avoir, au préalable, consulté les syndiqués.

En fait, c'est autour de cette motion renforçant et précisant les conclusions du rapport d'orientation présenté par la Commission administrative sortante que ce sont déroulés les débats.

De nombreuses interventions marquèrent la volonté des Techniciens de lutter aux côtés des ouvriers, à l'aide des méthodes ouvrières. Tous les délégués affirmèrent la force constructive de la classe ouvrière et reconnurent que la solution du problème des « classes moyennes » ne pouvait être cherchée dans l'étouffement des revendications ouvrières.

Au vote, le rapport d'orientation fut adopté à une grosse majorité et, une résolution reprenant l'essentiel de la motion présentée par le Syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la R. P., affirmant que l'action directe des travailleurs est la seule forme d'action leur permettant de voir les conflits solutionnés en leur faveur, s'affirmant contre l'arbitrage obligatoire, pour l'occupation des usines et pour le contrôle ouvrier de la gestion de l'entreprise, réclamant l'application de l'échelle mobile, etc., fut votée, également, a une très forte majorité.

Enfin, un texte blâmant sévèrement les responsables confédéraux et le C. C. N. fut adopté sous forme d'adresse au Bureau confédéral, ainsi qu'une résolution demandant la levée du blocus de l'Espagne.

Au moment où les ouvriers réagissent violemment contre le sabotage de leurs conquêtes; au moment où de nouvelles grèves manifestent la volonté de lutte de la classe ouvrière, il était important de souligner l'attitude sérieuse et courageuse des 55.000 Techniciens syndiqués.

R. Biron.

REVUE DE LA PRESSE

LE PACIFISME INCONCILIABLE AVEC LA RÉVOLUTION

Dans « La Révolution Prolétarienne » du 25 octobre, Robert Louzon montre justement l'inconsistance et l'absurdité du pacifisme dit révolutionnaire :

« Il y a un pacifisme qui se tient, un pacifisme logique, c'est celui qui exclut la Révolution, celui qui se refuse à la violence en toute circonstance : celui de l'Evangile, des Hindous, des Doukhobhors. Le pacifisme qui consiste à tendre la joue gauche lorsqu'on vous a frappé la joue droite... On peut considérer à volonté que ceux qui le pratiquent sont des héros ou des piqués; il n'est, en tout cas, pas dépourvu de grandeur, car il a la caractéristique de la grandeur : la logique et la cohérence.

On ne saurait en dire autant du pacifisme qui prétend se concilier avec la Révolution. La Révolution, qu'on le veuille ou non, c'est une guerre. Et, qu'on le veuille ou non, c'est, du fait de la solidarité internationale de la bourgeoisie, non pas seulement une guerre civile, mais aussi une guerre « étrangère ». Car c'est une guerre de classes, et les classes n'ont pas de patrie.

Quoi qu'en pensent ces pacifistes, l'alternative devant laquelle nous nous trouvons obligatoirement, devant laquelle les faits nous mettent, n'est pas : *la paix ou la guerre*; mais : *notre* guerre ou *leur* guerre.

Notre guerre, si nous faisons ou même seulement amorçons la Révolution, car les Etats bourgeois étrangers se dressent aussitôt contre nous aussi bien que notre propre bourgeoisie; *leur* guerre, si, moutons bien sages, nous effrayons si peu nos maîtres qu'ils peuvent sans crainte nous mettre des fusils entre les mains, afin de régler avec notre peau leurs propres différends.

Et si, au moment décisif, nous reculons devant la guerre sociale contre l'étranger, sous le prétexte qu'il est étranger, le résultat est le même que si, au moment décisif, nous reculons contre nos ennemis de l'intérieur : c'est à brève échéance une attaque à fond par laquelle l'ennemi se venge de la peur qu'il a eue, en réglant son compte au prol'tariat.

La lâcheté à l'égard des bourgeoisies étrangères conduit au même résultat que celle à l'égard de sa propre bourgeoisie : au désastre pour le prolétariat. »

A NOS SYMPATHISANTS

Un cercle réservé aux sympathisants de **Que faire ?** *fonctionne désormais au siège de l'organisation*, 15, rue du Petit-Pont. *Des causeries et conférences éducatives seront faites régulièrement. Elles auront lieu le* jeudi 10 décembre, le mercredi 23 décembre, le jeudi 7 janvier 1937. *Tous nos camarades sympathisants sont fraternellement invités.*

BOITE AUX LETTRES

Le camarade J. STEN qui nous a envoyé des lettres intéressantes est prié de nous envoyer son adresse.

Vendredi 11 Décembre

paraîtra

DRAPEAU ROUGE

Journal communiste révolutionnaire

PRIX : 0 fr. 50 — Abonnement 1 an : 10 fr. ; 6 mois : 5 fr.

ABONNEZ-VOUS ! — SOUSCRIVEZ !
DEMANDEZ DES LISTES DE SOUSCRIPTION !

Dans votre usine, dans votre syndicat, dans votre localité, devenez notre correspondant.

Envoyez-nous des adresses de dépositaires, les noms, adresses des camarades susceptibles de s'abonner et de diffuser.

BIBLIOGRAPHIE ▪ DOCUMENTATION

LES HOMMES DU JOUR *(29, rue Bleue, Paris-9e)* ont publié une série de numéros spéciaux consacrés à des études intéressantes. Signalons le numéro spécial qui vient de paraître sur : l'**Histoire financière de la France 1914-1936** (3 francs, 52 pages).

LA 8e CONFÉRENCE

DE LA REVUE

QUE FAIRE ?

AURA LIEU

Le Samedi 19 Décembre, à 20 h. 30, Grande Salle du Café du Tambour

PLACE DE LA BASTILLE

SUJET :

Problèmes de la Révolution espagnole

NOUVELLES D'URSS

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Paraissant tous les deux mois

Sur la base des données de la presse soviétique

Édité par la Revue « QUE FAIRE ? »

PRIX : 1 FRANC

LE NUMÉRO 9 - NOVEMBRE 1936 - VIENT DE PARAITRE

SOMMAIRE :

VERS UN NOUVEAU PROCÈS ZINOVIEV ?

STALINE — LE SOLEIL — ET AUTRES

Abonnement avec la *Revue* : un an.... 15 fr.
— — : six mois.. 8 fr.
Abonnement *Bulletin* seul : un an.... 6 fr.
— — : six mois.. 3 fr.

Gérant : LUCOT.
Imprimerie Nouvelle (ass. ouvr.), 53, quai de la Seine, Paris, G. Papion, dir. — 1770-36.